National Defence Défense nationale

Canadian Forces College

Collège des Forces Canadiennes

L'immaturité de la culture stratégique canadienne sur la défense et la sécurité limitent nos capacités militaires et opérationnelles

Major Jean-Raphaël Fleury

JCSP 47

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2021.

PCEMI 47

Maîtrise en études de la défense

Avertissement

Les opinons exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2021.

Canada

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 47 – PCEMI 47

2020 – 2021

MASTER OF DEFENCE STUDIES – MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

L'IMMATURITÉ DE LA CULTURE STRATÉGIQUE CANADIENNE SUR LA DÉFENSE ET LA SÉCURITÉ LIMITENT NOS CAPACITÉS MILITAIRES ET OPÉRATIONNELLES

Par le major J.R. Fleury

"This paper was written by a candidate attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence."

« La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale. »

TABLE DES MATIÈRES

Résumé **iii**

Introduction **1**

Chapitre 1 – La culture stratégique et l'histoire canadienne **4**

Un jeune concept d'analyse de décision 4

Une structure basée sur l'opinion publique qui influence notre identité 5

Une histoire qui n'est pas garante de son orientation 7

Des racines colonialistes émotionnelles 8

Le biculturalisme canadien fait surface 8

L'Europe centralise les efforts 9

Une première alliance pour éviter les conflits 10

Orienter nos stratégies et partenariats envers une menace technologique 12

Une identité qui relie l'opinion publique canadienne 14

La situation change : il faut se réinventer 15

Une catastrophe domestique transformant notre crédibilité mondiale 17

Chapitre 2 – L'étude de cas régionale **21**

Une lourde influence politiquement américaine 21

Le concept du dilemme de sécurité 23

La culture stratégique américaine constante 24

Le Canada en fait assez pour protéger l'Amérique? 25

Une relation nord-américaine qui subit des tensions de la Chine 28

Un développement technologique chinois avec des ramifications militaires 29

Le Canada entre deux montagnes 30

L'Australie dans un environnement géopolitique entre deux puissances 33

L'Australie choisit la défense sur l'économie régionale 36

La Nouvelle-Zélande essaie de conserver ses intérêts 38

Une évolution qui s'adapte aux opportunités 40

Des opportunités à double tranchant 42

Des puissances marquées par leur contexte régional 45

Chapitre 3 – L'impact sur les capacités canadiennes 49

Le Canada doit être crédible dans ses politiques 49

La pensée stratégique victime des élections 50

Un processus fragile dans une ère technologique 52

Un historique gouvernemental immature face à sa défense 53

Conclusion 55

Bibliographie 59

Résumé

La présente étude analysera la culture stratégique canadienne. Notre gouvernement doit prendre des décisions permettant l'utilisation des forces armées canadiennes autant pour la sécurité du pays, que pour accomplir un rôle à l'international. Ce rôle permettra d'établir la crédibilité du pays auprès de ses proches alliés, mais aussi auprès de la communauté internationale. L'analyse exposera donc l'évolution de cette culture en prenant compte des évènements historiques depuis l'établissement du dominion du Canada en 1867 jusqu'à nos jours. L'objectif est ainsi de démontrer que la culture stratégique canadienne est fragile et vulnérable, car elle est faiblement soutenue par le gouvernement canadien et l'opinion publique.

Pour ce faire, nous allons mettre en relief les événements historiques canadiens qui ont forgé et influencer la présente posture. Nous débuterons par la période de l'impérialisme jusqu'aux engagements contre le terrorisme en passant par notre implication au niveau de la sécurité humaine à l'international. En suivant l'analyse historique et l'aspect géographique, nous allons comparer et analyser la relation canado-américaine et celle australo-néo-zélandaise. Lors de cette comparaison, nous constaterons que la tâche est difficile pour le Canada et la Nouvelle-Zélande de suivre leurs intérêts et leurs valeurs, mais que par leurs différents types d'engagement, ils peuvent espérer parvenir à leurs fins. Nous considérerons des facteurs comme : les puissances des états, les influences colonialistes, les relations économiques, l'évolution des alliances ainsi que l'enjeu de la Chine comme menace commune à ces relations.

Finalement, après avoir démontré que notre culture stratégique canadienne est fragile et directement influencée par nos alliances, nos ententes économiques et la faible opinion publique envers les dépenses militaires, nous allons aborder leurs répercussions sur l'établissement des politiques de la défense et des dépenses militaires canadiennes.

Introduction

Le climat géopolitique mondial est en perpétuel changement. Plusieurs facteurs contribuent à modifier, déstabiliser ou détériorer l'ordre mondial. Les nouvelles puissances militaires, l'augmentation des pensées extrémistes comme le terrorisme et la radicalisation, ainsi que les violentes revendications territoriales sont les fondements d'un questionnement sur les différents plans de sécurité et interventions militaires internationaux. Cependant, le degré d'importance de la défense et de la sécurité n'est pas toujours au même niveau pour chaque pays. Il faut considérer que les décisions respectives des gouvernements sont affectées par leurs situations économiques, leurs types de puissances, leurs relations internationales, ainsi que l'intérêt d'aider certaines organisations mondiales. Depuis les dernières années, les pays font face à des questionnements internes de sécurité domestique et d'engagements militaires mondiaux. Lors des planifications gouvernementales et des mobilisations militaires, les institutions doivent agir afin de satisfaire et répondre aux besoins de la population qui les ont élues. De fait, l'opinion publique est devenue cruciale dans notre ère démocratique moderne. Les gouvernements en pouvoir et les partis d'oppositions sont engagés à analyser et gérer les multiples priorités nationales pour assurer le bien-être de leurs citoyens ainsi que les intérêts de la nation au niveau international. En considérant les besoins fondamentaux de la pyramide de Maslow, nous pouvons retrouver les besoins vitaux ou physiologiques à la base, suivi des besoins de sécurité et de protection. Les bénéfices électoraux reliés au confort des citoyens comme; fournir une situation économique favorable, une bonne qualité de vie, une disponibilité des vivres et de bons soins de santé, fournissent toujours des dividendes électoraux. La défense et la sécurité sont souvent des mesures que nous espérons ne pas avoir à utiliser, mais elles doivent être disponibles rapidement et en tout temps.

Cependant, dans un contexte confortable comme celui du Canada, la priorisation de la sécurité est souvent délaissée. Conséquemment, lorsque la sécurité et le territoire sont menacés,

les gouvernements doivent répondre rapidement et stabiliser la situation pour qu'ainsi leurs citoyens retrouvent l'état de confort attendu. Ils doivent donc préalablement avoir investi pour être en mesure de répondre à ces problématiques. La gestion du risque et des investissements gouvernementaux face aux mesures de maintien de la sécurité et de la défense sera alors immédiatement considérée indispensable. De fait, le contexte économique et géopolitique influencera la cadence des investissements dans la défense et la sécurité. L'acquisition de certains équipements technologiques est dispendieuse devenant dans notre ère moderne, une problématique majeure. Ces dépenses seront ultérieurement hautement examinées par l'opinion publique et nos médias.

Lors de cette étude, nous allons démontrer que l'immaturité de la culture stratégique canadienne et de l'opinion publique envers l'emploi de la défense et du soutien en matière de sécurité limitent les capacités militaires et opérationnelles. Il sera démontré que la situation complaisante canadienne auprès de son voisin les États-Unis pour gérer sa défense ainsi que la mauvaise perspective de l'opinion publique envers les achats militaires contraignent notre gouvernement à investir et restreint le développement d'un plan de sécurité efficace. Ce manque de compréhension limite la profondeur de la participation du Canada dans des missions internationales, tout comme le soutien aux provinces lors de demandes d'assistance.

Pour confirmer cette thèse, la dissertation sera divisée en 3 volets. Nous commencerons par analyser la culture stratégique et l'opinion publique canadienne en fonction des activités de la défense et de la sécurité interne afin de définir le niveau d'importance de ces activités pour la population et son gouvernement. Cette analyse nous aidera aussi à comprendre les priorités canadiennes, notre identité, ainsi que les raisons justifiant ce manque d'engagement face aux enjeux de sécurité. Par la suite, à titre comparatif, nous allons aussi observer la relation canado-américaine afin d'y voir les liens pouvant affecter nos investissements dans la défense et la

sécurité. Subséquemment, nous poursuivrons aussi en comparant la position de la Nouvelle-Zélande envers l'Australie, une autre relation de sécurité et d'engagements militaires qui est assujettie à l'opinion publique. Lors de cette comparaison, nous analyserons l'impact protecteur de l'Australie sur la Nouvelle-Zélande dans l'échiquier de l'Asie. De plus, une analyse des priorités néo-zélandaises en matière de défense et sécurité sera réalisée pour comprendre comment leur opinion publique a orienté leur institution vers les choix stratégiques récents. Finalement, après avoir davantage compris comment l'opinion publique influence les décisions gouvernementales, nous pourrons aborder la question des répercussions sur les capacités militaires et opérationnelles. Avec cette approche, il nous sera plus facile de comprendre la dynamique des impacts que notre système politique impose à nos besoins avant-gardistes touchant la défense et la sécurité.

Chapitre 1 – La culture stratégique et l'histoire canadienne

Un jeune concept d'analyse de décision

La culture stratégique est un terme relativement récent qui a été conceptualisé autour des années 1970[1]. Il est facile de comprendre que la portion stratégique de ce concept expose l'approche militaire. La stratégie est en fait une manière de préciser comment parvenir à des fins tout en considérant plusieurs facteurs adjacents. Par ailleurs, bien que le terme culture peut être complexe à comprendre en corrélation avec l'élément stratégique, il prend tout son sens lorsqu'on l'expose face au côté humain et social d'un peuple. Comme le mentionne Haglund, la culture aide ceux qui étudient la collectivité à développer des manières de penser, ce qui est important pour la cognition d'un groupe. De plus, la culture ajoute un paramètre de profondeur sociale. De fait, le dictionnaire Larousse définit la culture comme étant l'ensemble des phénomènes matériels et idéologiques qui caractérisent un groupe ethnique, une nation, une civilisation, par opposition à un autre groupe ou une autre nation[2]. En suivant cette ligne de pensée, on peut voir que l'élément de l'idéologie fait surface tout en mettant en parallèle l'élément national dans ce concept. Alors, en reliant l'aspect idéologique d'une nation à son approche stratégique, on peut parvenir à définir la culture stratégique comme étant un ensemble de croyances, d'attitudes et de normes à l'égard de l'utilisation de la force militaire. De plus, comme nous amalgamons la culture à ce concept, on pourra voir que l'aspect historique sera normalement déterminant pour créer une préséance de décisions et d'utilisation des forces militaires. Clifford Geertz a décrit dans *The Interpretation of Cultures* que la culture doit être utilisée comme un système de symboles par lesquels les collectivités transmettent des connaissances à travers le temps et l'espace[3]. Donc, en étudiant la

---

[1] Haglund, David G. "What Good is Strategic Culture? A Modest Defence of an Immodest Concept." *International Journal (Toronto),* 2004.pages 479-502.

[2] Barsi, Monica, Jean-Claude Boulanger, Marie Brisebois, Monique C. Cormier, Yves Garnier, Chantal Lambrechts, Johanne Lamoureux, et al. "*Les Dictionnaires Larousse*". edited by Monique C. Cormier, Aline Francœur Presses de l'Université de Montréal. 2018. https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/culture/21072

[3] Geertz, Clifford. "The Interpretation of Cultures: Selected Essays". New York. Basic Books. 2000. 547 pages.

culture stratégique, nous pourrons comprendre et ainsi interpréter les états et leurs engagements militaires afin d'éventuellement prévoir leurs ambitions et intentions étatiques.

Une structure basée sur l'opinion publique qui influence notre identité

Comme l'application de la culture stratégique dépend des intentions et de l'implication de l'état, il va de soi que nous devons comprendre comment le système politique forme ses décisions. Effectivement, notre gouvernement démocratique est formé d'élus qui sont sélectionnés par les intérêts des citoyens lors de l'expression de leur droit de vote. Ce droit de vote est en fait un droit d'opinion que la démocratie favorise afin de toujours avoir la représentation du public au gouvernement. Cependant, Winston Churchill disait au sujet de la démocratie quelle était la pire forme de gouvernement pouvant engendrer de la discorde[4]. En effet, bien que la démocratie offre une tribune à l'opinion publique sur le choix de la direction de son pays, elle l'expose à l'intérêt variable d'une société civile[5]. Cet intérêt des différents groupes influence les politiques et les décisions du gouvernement modifiant sa structure et sa direction stratégique à long terme. Dans ces conditions, on peut voir que les visions du parti politique élu auront un effet sur la gestion des priorités pour l'état. L'intérêt du groupe de l'état choisit l'orientation et les décisions qui définiront notre identité comme nation. De plus, il ne faut pas négliger que les mandats politiques ne sont pas éternels et par conséquent, que l'opinion publique servira les élus à gagner leurs futures élections. Cependant, l'identité de la nation n'est pas nécessairement le seul facteur à considérer lorsque nous analysons les politiques étrangères[6]. Le choix des actions d'un état dépend aussi du contexte culturel et politique. L'échiquier international influence les états à adopter des décisions pour assurer la sécurité de leur état.

---

[4] Churchill, Winston. "The worst form of government". International Churchill society Quotes. 11 novembre 1947. https://winstonchurchill.org/resources/quotes/the-worst-form-of-government/

[5] Pennington, Mark and Judith Bara. "*Comparative Politics: Explaining Democratic Systems* Sage". Publications. 2009.

[6] Massie, Justin. "Making Sense of Canada's "Irrational" International Security Policy: A Tale of Three Strategic Cultures." International Journal (Toronto). 2009. Pages 625-645.

Comme décrit par Justin Massie, le concept constructiviste envers la culture stratégique reflète étroitement notre identité et nos valeurs nationales pour y définir nos actions à l'international. Selon lui, il y a trois types de cultures stratégiques déterminantes que le Canada suivrait : le mouvement continental modéré, l'internationalisme défensif et l'atlantisme équilibré modéré[7]. Selon le constructivisme, on perçoit deux types d'identité, une étatique interne et externe qui nous permettrait de comprendre les agissements des états. L'identité interne serait davantage orientée vers l'empreinte territoriale et de la constitution de l'état telles sa politique, son économie et ses ethnicités. De l'autre côté, l'identité externe exposerait les alliances et les médiations dans un contexte de relations internationales positives pour cet état. Massie utilise cette approche analytique suivant le constructivisme des relations internationales pour l'illustrer. En ce sens, le concept du constructivisme s'appuie sur l'étude sociologique de la politique mondiale en prenant compte de la culture, des traditions et des valeurs afin de décrire la construction mutuelle des nations[8]. En fait, pour le Canada, le mouvement continental modéré est fondé sur une protection continentale guidée majoritairement par la pression politique de Washington. Les actions sont prises en fonction de rassurer les États-Unis sur la protection de notre défense interne continentale. Notre identité et nos valeurs sont alors davantage adaptées à celles des États-Unis lorsque nous considérons le « North Americain Aeorospace Defence » (NORAD) et les engagements de « North Atlantic Treaty Organization » (NATO). Par contre, l'internationalisme défensif vient du fait que le Canada serait influencé par les impacts de ses intérêts économiques et de sa sécurité. Massi souligne que la liberté d'échange mondial et la prévention de conflits conventionnels ou nucléaires seraient les deux motivations pour suivre cette approche[9] et possiblement conserver notre identité canadienne sans être directement guidé par la puissante machine américaine. Subséquemment, l'atlantisme équilibré modéré émerge par la vision de

---

[7] Ibid.
[8] Deschaux-Dutard, Delphine. "Chapitre 3. La Perspective Constructiviste : Le Rôle Des Idées Dans L'analyse De La Sécurité Internationale". FONTAINE: Presses universitaires de Grenoble. 2018.
[9] Ibid Massie, Justin. Pages 635.

protection de la souveraineté tout en évitant une escalade vers l'utilisation mondiale des armes. La défense par missiles balistiques est l'un des dilemmes identitaires qu'expose cette approche. Celle-ci sous-tend que le Canada devrait faire le choix d'offrir son soutien aux États-Unis dans la cause mondiale ou encore de s'établir comme une sécurité de puissance moyenne envers la protection de l'Amérique. Une crainte face à une adhésion intégrale de ce système américain défensif limiterait notre rayon d'action régional et international. Adam Chapnick mentionne que le Canada utilise la carte du renforcement de la paix pour justifier ses actions internationales[10]. Au fond, il décrit que le Canada serait déterminé à démontrer une identité internationale seulement pour promouvoir une unité et une fierté nationale distincte des États-Unis. Nous aurons l'opportunité d'approfondir sur ces types de cultures stratégiques suite à notre analyse des engagements à l'international du Canada.

Une histoire qui n'est pas garante de son orientation

Maintenant que nous avons davantage exposé le concept de la culture stratégique et comment l'identité interne et externe peut influencer les engagements nationaux et internationaux, regardons les différentes implications du Canada depuis ses débuts en 1867 afin d'analyser les tangentes de notre politique de la défense et des affaires étrangères. Depuis la formation du Canada, notre pays fut exposé à plusieurs influences coloniales et territoriales qui ont ainsi façonné nos décisions face à l'utilisation des forces armées et au sujet de sa sécurité. Considérant que l'Amérique fut essentiellement fondée par des colonies des pays d'importance de l'Europe, notre protection et nos choix initiaux furent souvent en lien avec le support de nos racines.

[10] Chapnick, Adam. "The Canadian Middle Power Myth." International Journal. Toronto. 2000. Pages 188-206.

Des racines colonialistes émotionnelles

L'impérialisme britannique a définitivement marqué nos engagements initiaux. En s'appuyant sur nos racines du royaume européen, le Canada a été initialement considéré comme une extension des intérêts de l'Angleterre. De 1775 à 1812, les Américains croyaient que le Canada s'annexerait éventuellement aux États-Unis et ces derniers n'étaient pas prêt à faire face aux Canadiens comme démontra leur défaite de la guerre 1812[11]. Le gouverneur du Canada en 1850, Lord Elgin, commença à réaliser que les colonies pourraient se gouverner et sauver beaucoup d'argent à l'économie britannique[12]. Le concept du dominion du Canada fut alors développé. Une confédération des 4 provinces du Canada offrait une manière de réduire le fardeau économique et militaire de l'Amérique du Nord pour l'Angleterre[13]. Alors, à ce moment, cette politique fut un premier pas vers une nation tout en laissant l'Empire britannique conserver encore un contrôle sur le Canada. Par la suite, comme mentionné par Messamore, les traités de Washington furent une série de sacrifices politiques que l'Angleterre a dû réaliser pour assouplir et calmer la situation en Amérique du Nord[14]. Les premières tendances à développer un partenariat avec les Américains furent remarquées lors de la signature de l'accord de Washington de 1871 par lequel le Premier Ministre Sir John Macdonald a clarifié quelques différents principalement économiques entre l'Angleterre et les États-Unis[15].

Le biculturalisme canadien fait surface

L'identité canadienne était aussi en développement. En 1899, l'Empire britannique a été impliqué dans la guerre des Boers en Afrique du Sud contre deux républiques. Ces républiques de

---

[11] Preston, Richard A. "The Defence of the Undefended Border: Planning for War in North America, 1867-1939". Montreal: McGill-Queen's University Press. 1977. Page 17.
[12] Ibid. Page 19.
[13] Waite, PB. "Confederation". The Canadian encyclopedia. 22 September 2013. https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/confederation
[14] Messamore, Barbara J. "Diplomacy or Duplicity? Lord Lisgar, John A. Macdonald, and the Treaty of Washington, 1871". Journal of Imperial and Commonwealth History 32. 2004. Pages 31-34.
[15] Ibid. Page 29.

Boers étaient constituées de colons néerlandais ayant migré durant le 17e siècle et qui refusaient de se soumettre à l'autorité britannique[16]. Alors, l'Empire britannique a demandé le soutien des Canadiens dans cette guerre. Ce fut le premier engagement de troupes à l'étranger dans l'histoire du Canada. À ce moment, on a tout de suite remarqué l'influence du biculturalisme canadien avec une confrontation des intérêts du Canada anglais et français. Le premier ministre du Canada de l'époque, Wilfrid Laurier, fut déchiré entre les besoins loyaux envers les Britanniques et la ferme opposition d'Henri Bourassa du Canada français qui voyait la guerre des Boers comme une guerre impérialiste strictement anglaise sans intérêt commun pour la population du Canada[17]. Laurier envoya finalement des volontaires principalement constitués d'anglophones[18]. Alors, on comprend que l'identité culturelle du Canada était encore au stade embryonnaire. Bien que la sécurité du pays ne fût en aucun cas menacée dans ce conflit, les enracinements colonialistes étaient encore grandement présents dans ce jeune dominion du Canada toujours dépendant des Britanniques.

L'Europe centralise les efforts

Par la suite, le prochain événement majeur ayant eu des impacts sur les affaires étrangères du Canada fut la Première Guerre mondiale de 1914-1918. Lors de la déclaration de guerre contre les Allemands par le Roi Georges V à Londres, l'Empire britannique tomba en guerre et par conséquent, les Canadiens anglais se sont intuitivement identifiés à cette cause européenne malgré une seconde distanciation marquée des Canadiens français[19]. Le gouvernement du premier ministre Robert Borden réussit à générer de nombreuses forces

---

[16] Gouvernement du Canada. " Guerre des Boers, 1899-1902 – Dossiers de services, médailles et demandes de terres". Bibliothèque et archives Canada.
[17] Page, Robert. "The Boer War and Canadian Imperialism Canadian Historical Association". 1987. 28 pages.
[18] Gouvernement of Canada. "Canada & The South Africain War, 1899-1902". Canadian War Museum. https://www.warmuseum.ca/cwm/exhibitions/boer/boerwarhistory_e.html
[19] Nossal, Kim Richard. "Defending the "Realm": Canadian Strategic Culture Revisited." International Journal (Toronto). 2004. Pages 503-520.

volontaires initialement, mais en 1916, les volontaires commencèrent à se faire plus rares. C'est alors que la conscription de mai 1917 fut adoptée afin de continuer de supporter cette guerre européenne. Le Canada anglais perçut cette directive comme une résultante du manque de participation du Canada français. Cette dure décision de Borden lui a même fait perdre plusieurs sièges au Québec lors des élections de décembre 1917. Le Canada français n'avait pas senti le besoin de son intervention dans une guerre anglaise et vota massivement contre lui[20]. La fin de la Première Guerre mondiale marque un détachement initial graduel de l'impérialisme britannique et des conflits européens tout en conservant le biculturalisme au cœur des discussions de la mobilisation militaire pour les pays de l'Europe.

Une première alliance pour éviter les conflits

Suite à la fin de la Grande Guerre, on a pu observer l'établissement d'une première coopération internationale afin de former la Société des Nations en 1919 avec le traité de Versailles qui établissait une première garantie de support mutuel[21]. Cet événement marque une faiblesse initiale de l'impérialisme et une orientation graduelle vers des relations internationales où les approches diplomatiques, les sanctions économiques et la mise en place de la force au besoin remplacent les alliances émotionnelles colonialistes. Comme la Grande Guerre fut très difficile avec des pertes majeures, on a vu l'enthousiasme de l'opinion publique canadienne, autant anglaise que française, diminuer envers l'impérialisme. C'était le début d'une vision pour contrôler nos politiques internes et étrangères sans l'influence de l'Europe[22]. Déjà à cette époque, on commençait à construire des alliances continentales comme mentionnées lors d'un débat sur le traité de Versailles par le premier ministre Charles Power du Québec en 1919 qui disait : « Notre

[20] Ibid.
[21] Mik, Cezary. "The League of Nations' Capacity for Reform and Adaptation." International Community Law Review 17. 2015. Pages 195.
[22] Nossal, Kim Richard. "Defending the "Realm": Canadian Strategic Culture Revisited." International Journal (Toronto). 2004. Pages 503-520.

politique pour les 100 prochaines années devrait reposer sur celles de Georges Washington…une renonciation absolue d'interférer dans les affaires européennes »[23]. Notre identité nord-américaine commençait à émerger. Conséquemment, les impacts ont pu être remarqués lorsque le gouvernement de Mackenzie King a rapidement refusé de soutenir la demande des Britanniques pour le conflit dans la péninsule de Gallipolli en 1922, un conflit entre la Grèce et la Turquie sans impact de sécurité pour la Canada[24]. Alors, on peut constater que la période entre les guerres mondiales instaura une perspective différente de la culture stratégique canadienne en se détachant progressivement de ses origines des vieux pays. On peut aussi constater que l'alliance internationale de la Société des Nations a favorisé les interactions dans les affaires étrangères. Cette initiative a aussi permis plusieurs opportunités de coopération et créé des partenariats internationaux pour atteindre une sécurité collective. Bref, cette sécurité collective pouvait être respectée en assurant l'énoncé que toute agression contre l'un des membres serait aussi considérée comme une agression contre chacun de ses membres et conduirait à des mesures économiques et subséquemment militaires au besoin. Avec la Société des Nations, on croyait que les conditions avaient été établies pour stabiliser l'ordre mondial. Cependant, cette organisation formée pour empêcher des conflits par la négociation et la diplomatie a eu ses faiblesses considérant qu'elle n'avait pas de force militaire associée à son service et qu'elle s'avèrera inefficace face à la guerre civile d'Espagne et lors de l'intervention japonaise en Mandchourie. De plus, à l'aube de la Seconde Guerre mondiale, face au réarmement de l'Allemagne et face à l'Italie lors de l'invasion de l'Éthiopie, la Société des Nations a été impuissante à résoudre diplomatiquement et proactivement ces conflits[25]. Toutefois, bien que la Société des Nations fût surtout créée pour des actions diplomatiques, résoudre des conflits et conserver la paix collective,

---

[23] Nossal, Kim Richard, Stéphane Roussel, and Stéphane Paquin. "The Politics of Canadian Foreign Policy". 4th ed. Kingston, Ont; Montreal: School of Policy Studies, Queen's University. 2015. Page 147.
[24] Stacey, C. P. and EBSCO ebook. "Canada and the Age of Conflict: A History of Canadian External Policies". Toronto; Buffalo: University of Toronto Press. 1984. Pages 17-31.
[25] Veatch, Richard. "Le Canada et la Société des Nations". L'encyclopédie canadienne. 7 février 2006. https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/societe-des-nations

la Société des Nations a permis aussi au Canada de s'ouvrir aux relations internationales[26]. Lors du deuxième conflit mondial, l'opinion publique canadienne était davantage unie contre la montée d'Adolf Hitler et du mouvement nazi[27]. L'isolationnisme de l'Amérique et son confort éphémère n'a pas empêché les Canadiens de reconnaitre cette menace envers la sécurité mondiale. Suivant la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement de Louis St-Laurent n'a pas adopté l'approche isolationnisme de Mackenzie. Comme Nossal explique, les leçons des années 1930 ont été comprises face à la fermeture sur les affaires internationales. L'engagement politique global était rendu vital et il favorisait le maintien de l'ordre international[28]. Alors, la perspective des relations internationales et du développement d'alliance stratégique comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) deviendront davantage importantes afin d'éviter d'autres conflits majeurs tout en pouvant bénéficier de l'ordre international pour se développer comme état impliqué mondialement.

Orienter nos stratégies et partenariats envers une menace technologique

De fait, l'ère post Deuxième Guerre mondiale a été marquée par l'instauration de l'ONU en octobre 1945 avec le mandat de maintenir la paix et la sécurité mondiale. Bien que l'ONU a aussi l'objectif premier d'éviter un autre conflit mondial, cette organisation adopte une considération plus large des répercussions auxquelles l'humanité est confrontée. En considérant la coopération internationale, la lutte contre la pauvreté et le respect des droits de l'homme, cette organisation va rejoindre des intérêts et des valeurs que le Canada valorise[29]. Cependant, la montée de la puissance soviétique et la perspective de l'utilisation de l'armement nucléaire placent les deux super puissances de l'époque, les États-Unis et l'URSS, dans une guerre froide.

---

[26] Ibid.
[27] Nossal, Kim Richard. 2004. "Defending the "Realm": Canadian Strategic Culture Revisited. International Journal (Toronto). Chap "shrinking the realm". 2004. Pages 503-520.
[28] Ibid. Pages 503-520.
[29] ONU. "Maintenir la paix et la sécurité internationals". https://www.un.org/fr/sections/what-we-do/maintain-international-peace-and-security/index.html

Afin de contrer cette menace et maintenir la sécurité mondiale, le Canada se joint comme pays de l'occident à une nouvelle alliance nordique regroupant encore l'Europe aux États-Unis au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en 1949[30]. De plus, considérant la possible menace nucléaire face aux États-Unis, le Canada a fait preuve de rationalité en développant sa sécurité territoriale et a accentué l'alliance canado-américaine avec la création conjointe du « North American Aerospace Defense Command » (NORAD) en 1958. Suite à cet accord, on décèle une étroite coopération pour une sécurité continentale croissante favorisant la souveraineté du Nord et la sécurité domestique[31]. Cette alliance régionale démontre un intérêt robuste commun suivant une intention de partage de ressources militaires et de renseignements[32]. Par la suite, avec la réduction considérable des menaces de la guerre froide, le Canada fut forcé de revoir sa stratégie de défense et par le fait même sa culture stratégique misant sur des troupes positionnées en Europe de l'Est. Alors, graduellement dans les années 1960 à 1980 sous le gouvernement libéral Trudeau jusqu'au gouvernement conservateur Mulroney, les troupes positionnées stratégiquement en Europe ont été rapatriées progressivement afin de s'orienter vers une culture centrée sur le bien-être humanitaire mondial par des missions de maintien de la paix[33]. Lors de ces 20 ans, on peut voir que le Canada s'est davantage tourné vers son alliance continentale en misant sur un renfort de ses liens avec les États-Unis protégeant l'Amérique du Nord tout en s'éloignant des activités de l'Europe. Sur l'aspect économique, l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis de 1988 a définitivement rehaussé les relations commerciales et assurées

---

[30] Al-Rodhan, Nayef. "Strategic Culture and Pragmatic National Interest". Global Policy Journal. 22 July 2015. https://www.globalpolicyjournal.com/blog/22/07/2015/strategic-culture-and-pragmatic-national-interest

[31] Government of Canada. "North American Aerospace Defense Command (NORAD)". DND. 11 Mar 2021. https://www.canada.ca/en/department-national-defence/corporate/reports-publications/transition-materials/caf-operations-activities/2020/03/caf-ops-activities/norad.html

[32] Nossal, Kim Richard. "Defending the "Realm": Canadian Strategic Culture Revisited." International Journal (Toronto). 2004. Pages 503-520. 2004.

[33] Nossal, Kim Richard, Stéphane Roussel, and Stéphane Paquin. "The Politics of Canadian Foreign Policy". Fourth ed. Kingston, Ont; Montreal: School of Policy Studies, Queen's University. 2015. Page 47.

de futurs partenariats militaires[34]. À ce moment, l'aspect économique a définitivement commencé à influencer nos affaires étrangères et simultanément notre culture stratégique.

Une identité qui relie l'opinion publique canadienne

La période de 1991 à 2001 fut une ère de changement et de décisions stratégiques difficiles du Canada face à son engagement avec NORAD et l'OTAN. On peut même se questionner si celles-ci étaient stratégiques et orientées vers une culture stratégique éclairée. Suite à cette centralisation des forces militaires, l'OTAN a débuté une période d'expansion vers les pays de l'Est. Le ministre des affaires étrangères canadien de 1996 à 2000, Tom Axworthy, supportait même la vision que la Russie pourrait joindre éventuellement l'OTAN et former une alliance planétaire grandiose[35]. D'un côté plus réaliste, ce dernier a implanté une vision de sécurité humanitaire et a instauré une importante politique autour des programmes des affaires étrangères pour le développement et le maintien de la paix mondiale. Il a notamment créé des plans et injecté des sommes faramineuses dans des programmes que l'opinion publique supportait pleinement. En ce sens, le gouvernement Chrétien s'est rattaché à des coalitions militaires pour matérialiser des objectifs de l'ONU et de l'OTAN[36]. Cependant, Patricia Fortier souligne que la nature des missions de maintien de la paix a évolué d'une manière davantage politique. Le défi était alors de créer la paix au lieu de la maintenir, construire les éléments institutionnels et de remplir les tâches gouvernementales pendant que l'aide internationale assurait la stabilité du pays en attendant les élections et la prise en main démocratiques[37]. Le Canada a aussi été impliqué

[34] Hillmer, Norman and J. L. Granatstein. "Empire to Umpire: Canada and the World to the 1990s". Mississauga, Ont: Copp Clark Longman. 1994.
[35] Hillmer, Norman, Maureen Appel Molot, Fen Osler Hampson, and Norman Paterson School of International Affairs. "Canada among Nations 2001: The Axworthy Legacy". Don Mills, Ont: Oxford University Press, 2001.
[36] Dewitt, David B. and Jeffrey P. Plante. "National Defence Vs. Foreign Affairs: Culture Clash in Canada's International Security Policy?" International Journal (Toronto) 59 (3). 2004. Pages 579-595.
[37] Hubert, Don, Lloyd Axworthy, and Robert Grant McRae. "Human Security and the New Diplomacy: Protecting People, Promoting Peace". edited by ROB MCRAE, DON HUBERT. Montreal: McGill-Queen's University Press. 2000. Pages 41-54.

dans plusieurs missions ayant des répercussions directes sur l'opinion publique canadienne. Avec ses missions en Somalie de 1992, en Bosnie de 1992-1995, au Rwanda de 1994, en Haïti de 1995 et au Timor-Oriental en 1999, le Canada a fait face à des objectifs initialement humanitaires qui ont vite dégénéré avec des règles d'engagement vagues, des problèmes ethniques profonds et de mauvaises gestions de capacité d'armée requise. De plus, l'ONU ne s'est pas modernisée pour s'adapter à des conflits humanitaires davantage complexes exposant des guerres civiles et des belligérants qui ne reconnaissaient pas la légitimité des missions de l'ONU. Considérant que la culture stratégique est un reflet de l'intérêt du peuple dans le temps par l'emploi des forces militaires, l'identité du Canada comme chef dans le maintien de la paix a émergé lors des années 1990[38]. De plus, on peut remarquer que cette direction humanitaire a créé une unité au travers du biculturalisme canadien. Axworthy a été un instigateur pour rallier l'implication des forces militaires et l'opinion publique vers un terrain commun contribuant à la sécurité humaine internationale en donnant de l'importance aux affaires internationales du Canada.

La situation change : il faut se réinventer

Le Canada a contribué à enrayer des problématiques américaines par le biais de NORAD en fournissant une assistance sur l'interdiction des drogues en provenance de l'Amérique latine dans les années 90 et aussi par des missions de surveillance maritime en 2006[39]. Cependant, suite à la fin de la guerre froide, l'organisation de NORAD modifie ses activités et adopte une faible posture politique. Charron et Fergusson associent le manque de vision politique relié à NORAD à trois principales causes. Premièrement, les priorités de NORAD sur le sujet y sont très basses comparativement aux autres besoins de l'opinion publique. Deuxièmement, le Canada est

[38] McCullough, Colin. "Creating Canada's Peacekeeping Past". Vancouver; Toronto: UBC Press. 2016. Page 27.

[39] Charron, Andrea and James Fergusson. "Out of Sight, Out of Mind NORAD Vis-À-Vis CANUS Politics". Canadian Foreign Policy Journal 26 (2). 2020. Pages 137-151. https://doi-org.cfc.idm.oclc.org/10.1080/11926422.2019.1670221.

Field Code Changed

incertain sur l'importance de NORAD pour les enjeux de souveraineté causant ainsi une discorde entre les deux nations et par le fait même, une très lente évolution de cette coalition continentale. Finalement, la gestion de NORAD est principalement constituée de militaires séniors occupant des positions hautement bureaucratiques réduisant son rayonnement politique direct. À cette époque, avant l'arrivée des missiles à longue portée, NORAD avait une vision continentalisme à caractère passif. Notre culture stratégique ne s'y rattachait pas considérant que l'opinion politique ne voyait pas d'intérêt majeur dans les drogues ni envers une menace quasi inexistante en Amérique du Nord. Cependant, la crise des missiles de Cuba en 1961-1962 a fait ressortir comment la défense continentale était houleuse avec NORAD durant cette transition. Diefenbaker n'a pas voulu répondre rapidement à la menace de missiles soviétiques à Cuba et n'a pas voulu s'entendre avec Kennedy face à Cuba[40]. De plus, par le biais de NORAD, le Canada n'a pas considéré opportun d'augmenter le niveau d'alerte à la condition de défense 3 (DEFCON 3). Alors, Kennedy a pris action contre l'Union soviétique et Cuba pour le rapatriement des missiles sans la coopération du Canada. Cet aspect a causé des répercussions tangibles sur la mise à jour du programme NORAD et sur son efficacité face aux technologies en évolution rapide. Ainsi, la modernisation de NORAD continue de susciter des questionnements considérant les multiples menaces émergentes face à l'Amérique du Nord. Les menaces cybernétiques, la souveraineté territoriale dans l'Arctique et le renforcement des différentes coopérations militaires pour supporter certaines autorités civiles sont dans l'agenda de NORAD[41]. Les ententes politiques évoluent lentement à ce sujet. Cependant, les discussions canado-américaines sont sur une meilleure lancée suite à la nouvelle élection du Président Biden[42].

---

[40] McKercher, Asa. "A 'Half-Hearted Response'?: Canada and the Cuban Missile Crisis, 1962". International History Review 33 (2). 2011. Page 335-337.

[41] Renuart, Victor E., JR. 2009. "The Enduring Value of NORAD." Joint Force Quarterly: JFQ (54): 92-96. https://search-proquest-com.cfc.idm.oclc.org/trade-journals/enduring-value-norad/docview/203682912/se-2?accountid=9867.

[42] Ibbitson, John. 2020. "Under Biden, NORAD Will Likely be Modernized - with Or without a Canadian Commitment; OPINION." Globe and Mail, A3.

Une catastrophe domestique transformant notre crédibilité mondiale

Le déclin de la période des missions de maintien de la paix se termine assez brusquement avec les événements du 11 septembre 2001. L'attaque sur les tours du World Trade Center et du Pentagone, siège du département de la Défense américaine, cause une onde de choc aux États-Unis, mais aussi en Amérique du Nord. C'était la première fois depuis le bombardement de Pearl Harbor qu'un ennemi franchissait les océans pour attaquer en Amérique. Quelques semaines après l'attaque, les services de renseignements américains enquêtaient pour associer Al-Qaida au régime irakien de Saddam Hussein afin d'expliquer les récentes attaques terroristes en sol américain[43]. Le gouvernement de G. Bush était convaincu que Hussein détenait l'arme de destruction massive et qu'il était relié au terrorisme d'Al-Qaida. Alors, les Américains ont envahi l'Irak en 2003 bien qu'aucune connexion avec Al-Qaida ne fut vraiment confirmée. De son côté, le Canada décida de ne pas rejoindre ses grands alliés lors de cette invasion. Le gouvernement Chrétien fut en mesure de refuser une implication des forces armées canadiennes dans cette mission qu'il jugea sans fondement et inconsistante avec les faits présentés[44]. En effet, le Canada a suivi l'autorité du conseil de sécurité qui n'avait pas approuvé l'envahissement de l'Irak. Pourtant, en analysant les dernières missions canadiennes, tout portait à croire que nous aurions dû aller en Irak auprès de nos plus proches partenaires[45]. Cependant, bien que nous ayons décidé de suivre l'ordre international, nous avons tout de même renforci notre alliance avec les États-Unis pour éradiquer le terrorisme en générant une forte réponse contre l'insurrection en Afghanistan. Le Canada s'est commis pleinement avec l'OTAN en Afghanistan de 2001 à 2014 pour détruire le réseau d'Al-Qaida et le régime des talibans au pouvoir. Ces engagements ont aidé les Américains à se commettre principalement en Irak. Plus de 2500 militaires canadiens étaient

---

[43] Fergusen, Charles. "No end in sight". Documentaire. 2007. 102 min.
[44] Massie, Justin. "Making Sense of Canada's "Irrational" International Security Policy: A Tale of Three Strategic Cultures." International Journal (Toronto) 64 (3). 2009. Page 625.
[45] Ibid. Page 642.

constamment impliqués sur le terrain pour combattre et instaurer une sécurité nationale[46]. Avec cette posture d'engagement militaire, le Canada a aussi démontré au monde entier son autorité et l'importance qu'il associe aux affaires étrangères. L'un des moments saillants politiquement de cette campagne fut lors des extensions de mandat canadien en Afghanistan. On peut remarquer que l'opinion publique a beaucoup influencé la décision des extensions de 2006, de 2008, et de 2011[47]. Notre culture stratégique basée sur nos valeurs a guidé la décision du gouvernement de rejoindre notre principal allié au Moyen-Orient, mais c'est l'opinion publique qui a majoritairement influencé la continuité en 2006 et 2008. En 2011, ce sont les discussions partisanes qui ont changé le mandat en Afghanistan et prolonger la mission[48]. Simultanément, le Canada a contribué au mandat de l'OTAN en Libye contre le régime de Kadhafi afin de supporter largement les causes du respect des droits de l'homme et de la protection de la population libyenne[49]. Alors, on peut constater que le Canada a opté pour une certaine stabilité dans sa culture stratégique suivant la fin de la menace de la guerre froide en visant un engagement concret de troupes pour protéger la sécurité humaine.

Tout compte fait, l'histoire entière des engagements militaires du Canada a été décrite en analysant les intentions et les intérêts reliés aux contextes internationaux. Il a été possible de remarquer que les premières années du Canada ont été directement influencées par l'Empire britannique. Ce dernier a aussi souligné le biculturalisme canadien en exposant les différences d'opinions et d'appartenances du Canada anglais et français. Par la suite, nos racines nous ont impliquées dans les grandes guerres mondiales où nous avons participé à des combats

[46] Ibid. page 643.
[47] Massie, Justin. 2013. "Canada's War for Prestige in Afghanistan: A Realist Paradox?" International Journal (Toronto) 68 (2): 274-288.
[48] Moens, Alexander. 2008. "Afghanistan and the Revolution in Canadian Foreign Policy." International Journal (Toronto) 63 (3): 569-586.
[49] NATO. "L'OTAN et la Libye". Dossiers de l'OTAN. 4 Avril 2012. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_71652.htm

Field Code Changed

dévastateurs pour l'Europe. Bien que nous ayons adhéré rapidement à la Société des Nations et subséquemment à l'Organisation des Nations Unies, nous avons adopté une approche plus continentaliste pour protéger notre souveraineté et développer un bon partenariat économique avec nos proches voisins, les États-Unis. La fin de la Deuxième Guerre mondiale et la menace grandissante d'une guerre froide ont conduit à la formation de l'Organisation du Traité de l'Amérique du Nord et de NORAD. Au lendemain de la démission de Gorbatchev en décembre 1991, le Parti communiste de l'Union soviétique s'éteint en faisant place à la fédération de la Russie. C'est alors la fin de la guerre froide forçant les différentes alliances et organisations à redéfinir leurs menaces et donc leurs missions. Le Canada s'est orienté vers une décennie axée sur le maintien de la paix en prenant une grande place mondialement à faire respecter la sécurité humanitaire. Les missions de maintien de la paix ont beaucoup évolué à la fin du 20e siècle en exigeant davantage de gestion institutionnelle et des aptitudes à réinstaurer la paix dans les pays soutenus. Les attaques terroristes sur les Américains ont bouleversé la sécurité mondiale et le Canada a démontré son sérieux dans les affaires internationales en Afghanistan afin de s'attaquer aux talibans et favoriser une sécurité mondiale. À l'instar du Canada, la culture stratégique canadienne a grandement évolué depuis la confédération. Les racines colonialistes et les multiples événements marquants de l'histoire mondiale ont façonné notre culture stratégique. Le Canada a toujours été une petite puissance qui a su influencer par son implication avec ses alliés. Ces activités lui ont permis de se protéger, de développer des bénéfices économiques et de bonnes relations internationales. Cependant, avec ses derniers engagements et sa place prise à l'internationale, on peut croire que le Canada continuera de faire la promotion de son identité et de son intérêt mondialement pour s'établir comme une puissance moyenne telle que mentionné par Chapnick[50]. Le Canada n'est pas le seul pays bénéficiant d'un grand frère pouvant le protéger tout en offrant des aides diverses. Nous allons donc approfondir sur l'étroite relation fraternelle

[50] Chapnick, Adam. "The Canadian Middle Power Myth." International Journal (Toronto) 55 (2). 2000. Pages 188-206.

du Canada avec les États-Unis en dressant un comparatif avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Des relations de proximité géographique aux menaces communes, mais dans un contexte géopolitique régional différent avec des capacités, des intentions et des ressources distinctes.

Chapitre 2 – L'étude de cas régional

Une lourde influence politiquement américaine

L'historique des engagements militaires reflète normalement bien notre identité et nos valeurs au travers du temps. Cependant, nous avons remarqué précédemment que l'orientation des efforts internationaux d'un état n'est pas explicitement reliée à ses volontés. Plusieurs facteurs intérieurs et extérieurs à l'état influencent la prise de décisions des dirigeants politiques lorsqu'il vient le temps de développer des alliances pour augmenter la sécurité étatique ou pour renforcer des relations internationales. La puissance et l'influence d'un état, la situation économique et les possibles menaces environnantes peuvent guider les gouvernements vers des directions souvent imprévisibles et divergentes des tendances du passé. Dans ce chapitre, l'aspect de la proximité géographique sera abordé en considérant que des états voisins ont normalement certaines affinités pouvant influencer leurs décisions et engagements. Nous allons analyser la relation des affaires étrangères entre le Canada et les États-Unis afin de comprendre comment deux pays avec deux puissances disparates peuvent se satisfaire et assurer une sécurité réciproque. Par la suite, nous allons nous déplacer vers une autre région du globe pour analyser la relation entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, deux pays aux puissances plus rapprochées, mais moins influentes face aux super puissances. En outre, lors de ces approches, nous allons prendre en considération l'influence des super puissances, tels les États-Unis et la Chine. Cette comparaison permettra d'exposer si les plus petites puissances peuvent suivre une culture stratégique constante dans un contexte mondial soumis aux interconnexions d'influences politiques.

Suite aux influences de l'impérialisme britannique, la culture stratégique canadienne semble avoir suivi une tangente axée vers un partenariat avec les Américains. Lors des grandes guerres, l'Amérique pouvait compter sur une certaine protection considérant la grande distance

entre la menace et leur territoire[51]. Après la Deuxième Guerre mondiale, la situation tendue de la guerre froide a amené les Américains à considérer les Canadiens non seulement comme un renfort stratégique, mais aussi un allié pour assurer leur défense continentale[52]. De fait, le début du 20e siècle a marqué plusieurs conflits en Europe laissant le côté américain confortablement sécuritaire. Cependant, la guerre froide a marqué le début d'une guerre technologique, et par le fait même, le développement des armes à longues portées ainsi que celles de l'arme nucléaire. Ces avancées technologiques ont drastiquement ajouté une menace sur le territoire américains[53]. Dès la fin de la Deuxième Guerre, les Américains ont dû pallier à cette nouvelle vulnérabilité affectant dorénavant leur territoire. À ce moment, le Canada est devenu davantage important pour les États-Unis. Le Canada fut donc considéré comme une partie intégrale du plan de défense stratégique des Américains. En 1940, l'accord de Ogdensburg a généré un partenariat de sécurité mutuel pour la planification et la coordination du plan de défense de ces pays. Le «Permanent Joint Board on Defense (PJBD)» fut alors créé afin de revoir conjointement le plan de défense de l'Amérique du Nord[54]. Cet accord a influencé l'intérêt canadien à revoir et amalgamer partiellement leur politique de défense à celle des États-Unis. Subséquemment, ce rapprochement des intérêts de sécurité a mis la table pour des engagements économiques internes en Amérique du Nord et la matérialisation en 1988 du «Canada-United States Free Trade Agreement (CUSFTA) qui s'est avérée une mesure visant à renforcer le commerce bilatéral régional[55]. Alors, l'augmentation de leur vulnérabilité face au développement technologique a démontré un impact direct sur la nécessité de considérer le Canada comme un allié pour renforcer des liens

---

[51] Barry, Donald and Duane Bratt. "Defense against Help: Explaining Canada-U.S. Security Relations." The American Review of Canadian Studies 38 (1). 2008. Page 68.
[52] Trudgen, Matthew. 2016. "The Key to the Canada-United States Relationship: Homeland and Continental Defence in American Strategic Culture." Canadian Foreign Policy Journal 22 (2): page 189.
[53] Barry, Donald and Duane Bratt. "Defense against Help: Explaining Canada-U.S. Security Relations." The American Review of Canadian Studies 38 (1). 2008. Page 69.
[54] Ibid p.70.
[55] Ghazalian, Pascal L. and W. Hartley Furtan. 2009. "CUSFTA Effects: A Joint Consideration of Trade and Multinational Activities." The Journal of International Trade & Economic Development 18 (4): 487-504.

économiques et de sécurité régionale.

Le concept du dilemme de sécurité

La nouvelle vulnérabilité des États-Unis a eu des répercussions sur nos décisions et notre culture stratégique en apportant un concept de dilemme de sécurité[56]. Le Canada a désespérément besoin d'un allié de la puissance des États-Unis pour assurer sa sécurité. Cependant, cette même assurance américaine envers la sécurité du Canada peut devenir une menace pour la propre sécurité des États-Unis. Comme le décrivent Barry et Bratt, un Canada qui néglige ses forces militaires deviendrait un fardeau stratégique pour les États-Unis et forcerait ceux-ci à écarter le Canada de l'élaboration de leur plan de défense. D'un autre côté, si le Canada ne contribue pas suffisamment à la défense continentale de l'Amérique du Nord, il renonce simultanément à s'impliquer dans les décisions stratégiques américaines. Dans ces conditions, en 1938, Roosevelt et Mackenzie King se sont entendus sur un «security bargain» liant les deux pays à une coopération face à la défense continentale[57]. Avec cet accord d'Ogdensburg, le gouvernement du Canada a assuré aux États-Unis qu'il n'embarrasserait pas leur défense territoriale. Alors, le Canada entama une ère d'amélioration de ses capacités militaires afin de pouvoir assurer la protection de son territoire tel que stipulé dans cette entente. On voit que l'aspect technologie est directement impliqué dans cette relation de deux nations aux puissances très différentes. Les investissements militaires doivent être proportionnels à leur puissance afin d'être équitable à chacun des états. Cette harmonie est facilement compréhensible pour la défense des états, mais cette relation n'est pas nécessairement transposée dans un contexte international. Alors, on peut constater que le Canada et les États-Unis partagent une culture stratégique intérieure similaire

[56] Barry, Donald and Duane Bratt. "Defense against Help: Explaining Canada-U.S. Security Relations." The American Review of Canadian Studies 38 (1). 2008. Page 64.
[57] Eayrs, James. "In Defence of Canada: Appeasement and Rearmament". Vol. 2. Toronto: University of Toronto Press. 1965. Pages 176-177.

bien que celle extérieure présente une différence marquée.

La culture stratégique américaine constante

Les Américains ont depuis longtemps adopté une culture stratégique orientée vers une prévention agressive. Le centre d'intérêt de la culture stratégique américaine est de capitaliser sur la distanciation avec nos ennemis pour les engager décisivement outre-mer en évitant d'amener les conflits aux États-Unis[58]. Les premières lignes directrices de cette culture stratégique furent observées lors de la guerre de 1812 où les Américains ont envahi le Canada afin de résoudre des conflits de droits maritimes et politiques britanniques[59]. Les Britanniques étaient impliqués simultanément depuis 1803 dans les guerres napoléoniennes et voulaient éviter les conflits onéreux en Amérique[60]. Par la suite, les États-Unis ont participé à multiples engagements de l'ONU et de l'OTAN pour stabiliser des situations internationales, mais aussi à des invasions comme notamment la guerre de Corée, du Vietnam et de l'Irak en 2003. Les événements du 11 septembre 2001 ne sont pas étrangers à cette vision américaine. Ils se sont retournés vers leurs services de renseignements pour cibler le régime de Saddam Hussein en envahissant l'Irak, puis l'Afghanistan contre le terrorisme d'Al-Qaïda. Trudgen confirme que les Américains auraient pu également profiter de l'opinion publique partisane pour investir dans une fortification de la défense continentale et assurer leur future sécurité[61]. Au lieu de cette approche passive, ils ont opté pour attaquer directement l'abcès du terrorisme dans son environnement d'origine suivant leur culture stratégique. Lors de conflits internationaux, les effets sur l'alliance canado-

---

[58] Carvin, Stephanie and Michael John Williams. "Law, Science, Liberalism, and the American Way of Warfare: The Quest for Humanity in Conflict". Cambridge, UK; New York. Cambridge University Press. 2014. Pages 55-64.

[59] Black, Jeremy. "Introduction to Global Military History: 1775 to the Present Day". 3rd ed. Vol. 1. Abingdon, Oxon; New York, NY: Routledge. 2018. Pages 46-48.

[60] Damrosch, Leo. "A Multifaceted History of Britain during the Napoleonic Wars". International Herald Tribune. 2015.

[61] Trudgen, Matthew. "The Key to the Canada-United States Relationship: Homeland and Continental Defence in American Strategic Culture". Canadian Foreign Policy Journal 22 (2) 2016. Pages 184-185.

américaine sont très sensibles, car bien que la relation avec le Canada est davantage axée sur les échanges économiques et la défense continentale[62], une certaine attente se fait sentir par Washington. Cependant, le Canada s'est engagé par l'accord de Ogdensburg dans une coopération de la défense continentale sans explicitement se commettre dans la génération de forces ou d'assistance internationale envers les Américains. Le Canada a refusé d'envahir l'Irak en 2003, car il ne voulait pas aveuglément attaquer cet état sans un intérêt saillant et sans preuve tangible démontrant qu'il était l'origine du problème des attaques en sol américain[63]. De plus, l'ONU n'avait pas donné son accord aux Américains. Indépendamment des États-Unis, mais intégré à la mission de l'ONU/OTAN, le Canada a envoyé un groupe brigade en Afghanistan pour éradiquer les cellules de terrorisme d'Al-Qaïda démontrant au monde entier leur crédibilité internationale et un rayonnement du Canada en dehors de ses activités historiques de sécurité humaine des années 90s. Par cette action, le Canada a non seulement rejoint la culture stratégique des États-Unis, mais il a aussi démontré à son allié qu'il pouvait avoir une présence habilitante au Moyen-Orient pendant que les Américains étaient grandement impliqués en Irak. Alors, on peut constater que malgré les relations économiques étroites des deux pays, le Canada est tout de même capable de conserver un certain contrôle sur ses implications militaires internationales. Comme discuté précédemment, le Canada doit tout de même rester impliqué dans les stratégies américaines. afin de demeurer un atout pour ceux-ci et ainsi continuer de bénéficier de leur protection en Amérique et bien sûr de profiter des accords de libre-échanges mutuels. Les stratégies américaines sont cependant, orientées vers une posture robuste face à la menace russe et chinoise. Le Canada est parfois gêné de s'affirmer rapidement sur ces menaces.

---

[62] Anderson, Greg. 2019. "David and Goliath in Canada-U.S. Relations: Who's really Who?" Canadian Foreign Policy Journal 25 (2). 2019. Page 128.

[63] Barry, Donald and Duane Bratt. "Defense against Help: Explaining Canada-U.S. Security Relations." The American Review of Canadian Studies 38 (1). 2008. Page 67.

Le Canada en fait assez pour protéger l'Amérique?[64]

La protection de l'Amérique du Nord passe en partie par une protection de l'Arctique. L'implication de la défense canadienne dans l'Arctique doit être analysée par l'amplitude de ses investissements, tant en équipement qu'avec le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Âgé de plus de 40 ans, le système d'alerte du Nord (SAN) est composé de 13 radars. Selon un article du réseau d'analyse stratégique en novembre 2020, ce système est considéré comme désuet et ne pourra contrer une menace russe ou chinoise supportée par les nouvelles technologies émergentes. La politique de souveraineté face à l'institution NORAD, commandée principalement par des Américains, sur des terres canadiennes ajoute des frictions aux relations canado-américaines dans le nord. Du côté des capacités associées à NORAD, 88 nouveaux chasseurs sont en étude de proposition. Bien qu'aucun investissement ne soit annoncé pour rajeunir ces radars, ils forment un ensemble de défense avec les avions pour protéger l'Amérique du Nord. Par contre le Canada se doit de mettre à jour son système de radars et contribuer davantage à NORAD financièrement. Sinon, il y aura un déséquilibre comptable. [65]. Avec la pandémie, on comprend que la priorité des développements au sujet de la défense de l'Amérique du Nord est politiquement faible[66].

Récemment en 2017, avec sa récente politique de défense « Protection, Sécurité, Engagement » (PSE), le Canada reconnait par ses engagements d'acquisition nationale, la nécessité de rajeunir la flotte de la marine royale canadienne pour patrouiller le grand Nord[67]. La politique inclut un futur navire de soutien en haute mer de classe Protecteur pour supporter les 6

---

[64] Fleury, JR. "L'Arctique canadien : une souveraineté qui fond". CFC. Sécurité internationale et politique étrangère du Canada 5 Décembre 2020.
[65] Raymond, Camille. "Penser la modernisation du NORAD". Points chauds, Réseau d'analyse stratégique, 24 novembre 2020. https://ras-nsa.ca/fr/publication/penser-la-modernisation-du-norad/
[66] Charron A, Fergusson J. "Out of sight, out of mind NORAD vis-à-vis CANUS politics". Canadian foreign policy journal. 2020;26(2): p.137.
[67] Gouvernement du Canada. "Protection, Sécurité, Engagement". https://www.canada.ca/en/department-national-defence/corporate/policies-standards/canada-defence-policy.html

nouveaux navires de patrouille extracôtier et de l'Arctique (NEPA ou AOPS en anglais)[68]. Ces NPEA seront pourvus d'instruments pour les recherches et pour réaliser des sauvetages tout en pouvant approvisionner le port de Nanisivik au Nunavut[69]. Alors, on voit que le Canada a bien entamé le pas afin de se doter de capacités maritimes efficaces et ainsi augmenter sa présence dans l'Arctique avec les Forces armées canadiennes.

Le Canada semble donc être davantage conséquent face aux menaces grandissantes dues aux activités étrangères dans l'Arctique et d'assurer la protection du nord de l'Amérique en coopération avec les États-Unis. À la lumière de ses capacités actuelles, des derniers investissements et des actions récentes prises par le gouvernement, nous considérons que la question de NORAD devra être approfondie et que le Canada devra investir dans des infrastructures longeant le passage du nord-ouest. Ces infrastructures solidifieront le plan de défense continental et soutiendront logistiquement le territoire Arctique pour nos patrouilles navales et pour le trafic commercial éventuel utilisant le passage du nord-ouest. Bref, le gouvernement du Canada s'est bien engagé pour contrôler cette menace à court terme avec une participation modérée dans le programme NORAD. Cependant, considérant : que nous n'avons pas reçu la plupart de nos navires et chasseurs associés aux patrouilles arctiques, que les tensions entre les grandes puissances vont fort probablement augmenter dans les prochaines décennies dues à la fonte des glaces, le Canada doit se montrer d'autant plus vigilant à moyen terme avec ses capacités militaires. Nous ne possédons pas les infrastructures ni les capacités pour contrôler le vaste territoire Arctique et protéger adéquatement l'Amérique du Nord si les activités s'intensifient. De plus, nous devons renforcer notre partenariat stratégique avec les États-Unis afin de démontrer une action conjointe occidentale dans la protection de notre souveraineté

---

[68] Ibid.

[69] Gouvernement du Canada. "Navires de patrouille extracôtier et de l'Arctique". Politique de la défense Protection, Sécurité, Engagement. https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/approvisionnement/navires-patrouille-extracotier-Arctique.html

canadienne et globalement de l'Amérique du Nord. Ce partenariat nécessitera des investissements additionnels du Canada face à NORAD tout en augmentant l'importance de la sécurité du continent dans sa politique de la défense qui pourrait être mise à l'épreuve éventuellement par une autre super puissance.

Une relation nord-américaine qui subit les tensions de la Chine

L'émergence économique de la Chine à la fin des années 1990 influence la posture américaine et les décisions canadiennes. La globalisation des échanges commerciaux avec la Chine attire des capitaux étrangers attribuables aux coûts de production extrêmement faible[70]. Avec son PIB qui s'est multiplié par un facteur 30 en 30 ans, la Chine a entamé une quatrième révolution industrielle et s'affirme comme la deuxième puissance économique mondiale[71]. Le rythme effréné de la montée de l'économie chinoise génère le doute sur l'ordre mondial encore contrôlé par les États-Unis. Leurs marchés dynamiques et leur indifférence aux règles du marché, ainsi que le vol systématique des propriétés intellectuelles apportent à la Chine de forts capitaux et favorisent le développement de leur armée. La Chine s'est faufilée au deuxième rang des plus grands budgets militaires et a été capable simultanément d'être le deuxième plus grand contributeur pour les missions de maintien de paix des Nations Unies[72]. Comme décrit par Massot, on a remarqué que depuis 2012, les politiques internes chinoises se sont adoucies afin de charmer la politique étrangère. On a constaté un renforcement des politiques de l'environnement, de la santé publique, du développement socio-économique, de l'utilisation de la peine capitale et sur la politique d'un enfant par famille[73]. Ces nouvelles directions rejoignent timidement les

[70] Clemens, Walter C. "Can China Expand without Limits?" Asian Perspective 41 (1). 2017. 175-179.
[71] Fillion, Gérald. "Économie : La Chine, Géant De L'Économie Mondiale, Retour Sur Le Conflit Commercial Avec Les États-Unis". Le Téléjournal. Toronto, Canada Toronto, Toronto: Canadian Broadcasting Corporation. 2019.
[72] Massot, Pascale. 2019. "Global Order, US–China Relations, and Chinese Behaviour: The Ground is Shifting, Canada must adjust." International Journal (Toronto) 74 (4). 2019. Page 607.
[73] Ibid. Page 608.

intérêts et valeurs canadiens. Cependant, il n'y a aucune raison de croire que la situation va davantage s'adoucir face à ces politiques sous un gouvernement communiste fixe de la Chine. Suite à la crise économique de 2008, le retour des États-Unis comme seule figure de proue de l'économie mondiale est de plus en plus difficile à concevoir. Effectivement, le Canada a été capable de tirer avantage de la montée de la Chine au sein de son économie suite à cette crise. Le problème sérieux auquel nous faisons face est celui soulevé par l'économie chinoise qui vient en conflit avec celle des États-Unis. Les États-Unis ont adopté récemment, sous le gouvernement du Président Trump, une politique très ferme face cette émergence de la Chine. Cette approche américaine se fait déjà ressentir par une rivalité stratégique entre ces deux super puissances. Le Canada est par le fait même, en tant que faible puissance, soumis à une relation tendue entre les deux nations. Selon Kawasaki, l'approche du Canada est plutôt incohérente et encore moins efficace[74]. Le Canada a décidé de prendre une vision proaméricaine en dénonçant plusieurs problématiques chinoises lors de conférence du G7 dont l'avide désire territoriale dans la Mer de Chine méridionale. D'un autre côté, le Canada continue à bénéficier des marchés chinois tout en étant un médiateur improvisé capable de prendre ses distances des États-Unis afin d'essayer d'influencer positivement cette compétition de super puissance. Pour l'instant, les affaires étrangères canadiennes marchent sur un terrain très fragile considérant que le Canada pourrait mettre en jeu sa propre sécurité et perdre un allié majeur commercial.

Un développement technologique chinois avec des ramifications militaires

La quatrième révolution industrielle chinoise a amené un développement fulgurant de l'informatique ainsi que de l'intelligence artificielle, plaçant les institutions chinoises parmi les chefs de fil commercial mondiaux[75]. La guerre cybernétique, l'espionnage et la propagande font

[74] Kawasaki, Tsuyoshi. "Where does Canada Fit in the US–China Strategic Competition across the Pacific?" International Journal (Toronto) 71 (2). 2016. Pages 224-226.
[75] Warin, T, & d'Amours, L. "La quatrième révolution industrielle – La montée en puissance de la Chine". Gestion (HEC Montréal), 43(4). 2018. Pages 86-89.

maintenant partie de l'arsenal militaire de ces deux grandes nations[76]. Cette guerre technologique est très néfaste pour les États-Unis mettant à risque leurs secrets technologiques militaires et autres planifications stratégiques gouvernementales. L'écart entre ces puissances militaires se réduit de plus en plus. L'Armée Populaire de Libération (PLA) a été capable d'augmenter ses ressources de plus de 9% par année au cours des dernières décennies[77]. En 2017, le secrétaire général Xi Jinping annonça qui voyait la République Populaire de Chine comme une puissance de classe mondiale en 2049[78]. La force de l'Armée Populaire de Libération (PLA) s'adapte rapidement du côté terrestre le long des frontières chinoises. Cependant, leurs capacités limitées de produire en masse de l'équipement précis, laissent les forces terrestres, aériennes et navales avec de l'équipement souvent obsolète[79]. De plus, leur développent de capacités cybernétiques doit progresser plus rapidement pour rejoindre les technologies présentement en utilisation. Cette analyse américaine souligne que la puissance militaire chinoise n'est peut-être pas efficace à grande échelle encore, mais elle est certainement déterminante dans un contexte régional de l'Asie. Alors, on peut comprendre que la meilleure manière de sévir contre la Chine est encore par des représailles économiques.

Le Canada entre deux montagnes

La Chine essaie par-dessus tout de s'imposer avec ses technologies informatiques dans le marché nord-américain afin de pouvoir exploiter nos faiblesses et prendre un avantage économique et subséquemment, militaire. Le Canada n'échappe pas à cette menace active.

---

[76] Kawasaki, Tsuyoshi. 2016. "Where does Canada Fit in the US–China Strategic Competition Across the Pacific?" International Journal (Toronto) 71 (2): 214-230.

[77] Venard, B. "La montée en puissance de la Chine et la logique de la stratégie". Management, 16(4). 2013. 515-522. Retrieved from Canadian Business & Current Affairs Database, ProQuest Central database. https://search-proquest-com.cfc.idm.oclc.org/scholarly-journals/la-montée-en-puissance-de-chine-et-logique/docview/1503088225/se-2?accountid=9867.

[78] O'Hanlon, Michael E. "What the Pentagon's new report on China means for US Strategy – including on Taiwan". Brookings/Order from Chaos. 4 September 2020. https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/09/04/what-the-pentagons-new-report-on-china-means-for-u-s-strategy-including-on-taiwan/

[79] Ibid.

L'exemple le plus marquant est sans l'ombre d'un doute, le réseau 5G et Huawei qui disperse une menace cybernétique mondiale[80]. Cependant, bien que les évidences exprimées au monde par les Américains soient encore secrètes, ce nouveau réseau extrêmement rapide et puissant offrira un contrôle sans précédent sur toutes les communications, l'informatique et les systèmes numériques[81]. L'approche du Canada suite à l'arrestation de la vice-présidente de Huawei, Ms Meng Wanzhou en décembre 2018 est complexe, car elle ramène les relations Canada/Chine au plus bas niveau depuis très longtemps[82]. En plus de détériorer ses relations avec la Chine en essayant de mitiger le conflit cybernétique États-Unis/Chine, le Canada risque aussi d'engendrer un conflit économique complexe avec les États-Unis[83]. En plus d'avoir une pression économique et stratégique, le Canada doit composer avec la pression sociale de l'opinion publique[84]. Suite au cas de la vice-présidente de Huawei, plus de 74% des Canadiens pensent que le Canada sera pris en souricière entre les États-Unis et la Chine, car en décembre 2018, la Chine a arrêté deux Canadiens travaillant en Chine pour « espionnage »[85]. Le Canada continue toujours après plus de 24 mois de rapatrier ces Canadiens. Le Canada devrait adopter et suivre une ligne directrice dans ses relations avec la Chine[86]. Une culture stratégique canadienne établie ne devrait pas mettre en jeu les relations de partenariat pour la défense de la souveraineté continentale en jouant avec les sentiments des États-Unis.

---

[80] The economist. "America's war on Huawei nears its endgame". 16 July 2020. https://www.economist.com/briefing/2020/07/16/americas-war-on-huawei-nears-its-endgame

[81] Sanger, David and McCabe,David. "Huaweii is winning the argument in Europe, as the US fumbles to develop alternatives". The NewYork Times. 14 July 2020. https://www.nytimes.com/2020/02/17/us/politics/us-huawei-5g.html

[82] Massot, Pascale. "Global Order, US–China Relations, and Chinese Behaviour: The Ground is Shifting, Canada must adjust". International Journal (Toronto) 74 (4). 2019. Page 607.

[83] Massot, Pascale. "La clause Chine de l'AEUMC n'est pas un veto". Centre d'études en politiques internationales (CEPI). 18 Octobre 2018. https://www.cepi-cips.ca/2018/10/18/china-clause-in-usmca-is-american-posturing-not-a-veto/

[84] Massot, Pascale. "Global Order, US–China Relations, and Chinese Behaviour: The Ground is Shifting, Canada must adjust". International Journal (Toronto) 74 (4). 2019. Page 608.

[85] Radio-Canada. "Les deux détenus canadiens en Chine n'ont pas été traduits en justice". International. 10 décembre 2020. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1755959/chine-michael-kovrig-spavor-arrestation-accusation-justice

[86] Ibid. page 608.

Après cette analyse de la relation canado-américaine, nous avons remarqué que cette dernière fut orientée principalement par les puissances économique et militaire des Américains. Récemment cependant, le Canada semble avoir dévié de sa culture stratégique adoptée suivant la fin de la guerre froide. Le Canada avait alors priorisé les relations continentales afin de développer un partenariat pour assurer sa défense et sa souveraineté tout en mettant davantage l'emphase sur les opérations visant le développement de la sécurité humaine à l'international. Tout compte fait, on constate que la culture stratégique du Canada s'est modifiée par la venue d'événements importants lors de son histoire. La fin de l'impérialisme, l'importance du continentalisme, la fin de la guerre froide, le besoin d'opération de sécurité humanitaire et les attaques du 11 septembre 2001 ont tous fait évoluer les directions stratégiques militaires du Canada. Par ailleurs, pour consolider la défense territoriale nord-américaine, une modernisation de NORAD[87] et des investissements technologiques seront nécessaires afin de contrer les cyberattaques[88], l'espionnage possibles et garder de bonnes relations avec nos voisins du Sud. À la lumière des dernières actions canadiennes face au conflit stratégique américano-chinois, nous prévoyons que le Canada devra adapter sa culture stratégique. La COVID-19 aura aussi un effet direct sur les affaires étrangères et économiques du Canada[89]. De plus en plus de Canadiens commencent à voir clair dans le jeu de la Chine communiste[90]. Cependant, le Canada ne peut pas se passer des échanges économiques offerts par le marché chinois. Il devra démontrer de l'agilité avec la Chine face aux négociations des technologies émergentes et conserver d'excellentes

---

[87] Charron, Andrea. "Beyond NORAD and Modernization to North American Defence Evolution". Centre for Defence and Security Studies. May 2017. https://www.cgai.ca/beyond_norad_and_modernization_to_north_american_defence_evolution

[88] Adams, John. "Canada and Cyber". Canadian Global Affairs Institute. July 2016. https://www.cgai.ca/canada_and_cyber

[89] Drolet, Mike. "Coronavirus: COVID-19 and the Canadian economy, one year later". Global News Economy. 10 March 2021. https://globalnews.ca/news/7685042/coronavirus-canadian-economy-one-year-later/

[90] Marquis, Mélanie. "Le premier minister Justin Trudeau bombe le torse face à la Chine, à la satisfaction de l'opposition conservatrice". La Presse Politique. 23 mai 2019. https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2019-05-23/relations-canada-chine-ottawa-durcit-le-ton

relations face à la défense de l'Amérique. Les affaires étrangères devront bien évaluer les impacts sur les relations économiques avec la Chine sans compromettre ou ajouter des tensions avec les États-Unis. En acceptant de moderniser NORAD, le Canada aura un bon levier pour assurer sa protection territoriale des prochaines décennies. À l'internationale, la participation à des missions de maintien de la paix rejoindrait les intérêts et les valeurs canadiennes. Ceci garderait le Canada actif dans l'échiquier international tout en s'alliant à un fort contributeur pour les Nations Unies, la Chine. Tout compte fait, la relation canado-américaine, bien qu'extrêmement coopérative et intime, s'avère aussi affectée par la Chine. Maintenant à titre comparatif, nous allons analyser la relation entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande aux puissances bien distinctes qui ont été forcées de modifier leurs cultures stratégiques rapidement face à la montée de la Chine.

L'Australie dans un environnement géopolitique entre deux puissances

À priori, il serait facile de croire que la région de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est relativement isolée des tensions militaires tout en étant flexible dans ses relations économiques entre les super puissances de la Chine et des États-Unis. Cependant, l'Océanie est en fait étroitement reliée à ces deux grands joueurs afin d'assurer sa sécurité et sa subsistance sur les marchés. Les origines des deux nations ont longtemps été influencées par leurs implications dans les conflits armés et dans les causes d'aide humanitaire. La fin de la guerre froide et la montée de la Chine ont forcé cette région à prendre des décisions stratégiques. Alors, selon leurs puissances et intérêts présents, les deux gouvernements ont adapté leurs affaires internationales et leurs politiques de défense afin de satisfaire leurs besoins de sécurité et d'économie tout en affirmant leurs alliances.

L'Australie a longtemps démontré une culture stratégique qui était en lien avec son

contexte géographique et culturel[91]. Considérant sa faible densité de population pour couvrir son immense territoire, l'Australie a difficilement les ressources nécessaires pour accomplir sa protection par elle-même. Suivant l'établissement du dominion australien en 1901, l'Australie a dû conserver des liens très étroits avec l'Empire britannique. Alors, leur support lors de la guerre des Boers en Afrique du Sud et leur engagement dans la première Grande Guerre ne fut que des formalités pour le jeune gouvernement qui voulait continuer de bénéficier de la plus grande flotte navale britannique du temps. Suite à la victoire des Japonais lors de leur conflit avec les Russes en 1904, les Australiens ont ainsi bénéficié des Britanniques et de leurs forces navales dans le Pacifique afin de minimiser la menace du Japon. Alors, l'implication de l'Australie dans la Deuxième Guerre favorisa le retour du balancier[92]. Ce ne fut que partie remise pour exposer cette vulnérabilité face au Japon. En 1943, l'Australie s'est vue incapable d'avoir le support aérien de la part des Britanniques et s'est tournée vers les États-Unis pour renforcer leur défense. Cette première alliance sera la fondation d'un éventuel accord de sécurité en 1951 réunissant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis (ANZUS). Cet accord fut rapidement mis à l'épreuve suite à l'expansion du communisme dans le sud-est asiatique[93]. Subséquemment, l'Australie s'est commise dans des crises et conflits régionaux du sud-est de l'Asie notamment pour aider la Malaisie, lors de la confrontation Malaisienne-Indonésienne et la guerre du Vietnam au côté des États-Unis qui les avait demandés en appui[94]. Lors du désengagement des États-Unis au Vietnam en 1969, l'Asie du Sud-Est et l'Océanie ont vécu le premier moment de paix dans la

---

[91] McCraw, David. "Change and Continuity in Strategic Culture: The Cases of Australia and New Zealand." Australian Journal of International Affairs 65 (2). 2011. Page 168-169.

[92] Dupont, Alan. ""Australia's threat perceptions: a search for security". Canberra Papers on Strategy and Defence No. 82 Canberra: Strategic and Defence Studies Centre, Australian National University. 1991. Page 10-11.

[93] McCraw, David. "Change and Continuity in Strategic Culture: The Cases of Australia and New Zealand." Australian Journal of International Affairs 65 (2). 2011. Page 170.

[94] Trood, Russell. "Crises and Commitments: The Politics and Diplomacy of Australia's Involvement in Southeast Asian Conflicts 1948-1965". Vol. 70. Crises and commitments: the politics and diplomacy of Australia's involvement in Southeast Asian conflicts, 1948-1965. By Peter Edwards with Gregory Pemberton. Cambridge University Press. 1994. Pages 161-162

région avec une trêve entre la Chine et les États-Unis[95]. La région a même été capable de former l'union de cinq grandes puissances (FPDA), le pacte de Durian formé de l'Angleterre, la Malaisie, Singapour, l'Australie et la Nouvelle-Zélande visant à développer leur sécurité mutuelle[96]. Avec une menace grandement diminuée, les années suivantes marquent une nouvelle approche dans la relation australo-néo-zélandaise qui s'apparente à un continentalisme mettant l'emphase sur la solidification des infrastructures et ressources de défense afin de protéger son territoire en développant une coopération mutuelle. Ces intentions furent adoptées après la fin de la guerre froide par la politique australienne de la défense de 1987[97]. À ce moment, suite à la chute de l'Union Soviétique, les États-Unis sont devenus par défaut la principale super puissance mondiale. Par la suite, l'Australie s'est recentrée vers un support direct aux causes des États-Unis et de l'Angleterre. L'Australie a été très rapide à prendre position en partenariat avec les États-Unis dans le conflit de la Chine-Taiwan en 1996. Cette décision fut aussi critiquée par la Chine pour les arrangements de vente d'uranium australien à Taiwan[98]. Lors de l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et l'Irak en 2003 l'aide fournie fut très rudimentaire pour l'Australie, qui était impliquée avec les conflits régionaux robustes de la crise au Timor Oriental et du terrorisme à Bali[99]. Cependant, l'envoi de troupes pour envahir l'Irak en 2003 sans l'accord des Nations Unies était un geste fort pour démontrer la coopération australo-américaine. Suite à la déclaration de coopération de sécurité entre l'Australie et le Japon de 2007, le gouvernement australien commençait à s'éloigner d'une coopération militaire avec la Chine[100]. La politique de la défense

---

[95] McCraw, David. "Change and Continuity in Strategic Culture: The Cases of Australia and New Zealand." Australian Journal of International Affairs 65 (2). 2011. Page 170.
[96] Mastny, V. "Australia and New Zealand from Alliance to Realignment." The Chinese Journal of International Politics 8 (4). 2015. Pages 398.
[97] Department of Defence. "The defence of Australia 1987". Canberra: Australian Government Publishing Service. 1987.
[98] Sherlock, Stephen. "Australia's Relations with China: What's the Problem?". Parliament of Australia. Foreign Affairs, Defence and Trade Group. Current issues Brief 23. 1997. https://www.aph.gov.au/sitecore/content/Home/About_Parliament/Parliamentary_Departments/Parliamentary_Library/Publications_Archive/CIB/CIB9697/97cib23
[99] Mastny, V. "Australia and New Zealand from Alliance to Realignment." The Chinese Journal of International Politics 8 (4). 2015. Pages 412.
[100] Ibid. Pages 419-420.

australienne de 2009 va même jusqu'à décrire la Chine comme une menace. L'Australie a même réussi à développer une entente de coopération de sécurité avec l'Inde en 2009. La vision Asie-Pacifique devient soudainement Indo-Pacifique. Elle cause une friction additionnelle avec la Chine lorsque le gouvernement australien autorise l'entraînement militaire[101] pour les US marines dans le nord de l'Australie. Ces engagements de l'Australie ont marqué leurs relations avec la Chine qui entamait sa montée en puissance économique et militaire.

L'Australie choisit la défense sur l'économie régionale

Dans les années 2010, la relation économique de l'Australie envers la Chine était le reflet de l'émergence de la richesse d'un partenariat régional[102]. Suite au développement de la Chine moderne, l'Australie ne pouvait pas continuer de partager la sécurité avec les États-Unis et une bonne portion de son économie avec la Chine[103]. De plus en plus les frictions grandissantes entre les deux super puissances plaçaient l'Australie dans un dilemme. L'Australie a affirmé clairement dans ses politiques son inconfort face à la posture de la Chine en Mer de Chine méridionale (SCS)[104]. En refusant la décision du tribunal international de la convention des Nations Unies sur les Loi de la Mer (UNCLOS) sur la ligne des neuf traits qui n'était pas des droits ancestraux, la Chine a imposé sa plus forte position et son influence dans la région. Par conséquent, la Chine est redevenue une nouvelle menace pour l'Australie qui n'appréciait pas le non-respect des lois internationales par la Chine. La politique étrangère chinoise de Xi Jinping face à la mer de Chine méridionale va se prolonger avec l'initiative grandiose de la « One Belt One Road » (OBOR) qui encourage un développement et une loyauté des nations de l'Asie et de l'Asie du Sud-Est envers

[101] Ibid. Page 420-422
[102] Ayson, Robert. "Choosing Ahead of Time? Australia, New Zealand and the US-China Contest in Asia." Contemporary Southeast Asia 34 (3). 2012. Pages 342.
[103] Köllner, Patrick. "Australia and New Zealand Recalibrate their China Policies: Convergence and Divergence." Pacific Review. 2019. Pages 6-8.
[104] Ibid. Page 7.

la Chine et ses politiques[105]. Une détérioration de la situation dans la région de la SCS pourrait mettre en jeu la réalisation du projet OBOR et la vision économique chinoise. Une détérioration autour de cette région maritime pourrait automatiquement attirer l'Australie dans un conflit armé afin de défendre les droits des alliés comme le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, Brunei et même l'Indonésie[106]. Alors, l'Australie a choisi la sécurité au détriment de la prospérité maximale des marchés économiques asiatiques. L'Australie fut l'un des premiers pays à refuser le réseau 5G installé par des compagnies chinoises sur son territoire [107]. Subséquemment, elle a développé une base navale militaire en partenariat avec les États-Unis en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour lutter contre l'influence de la Chine dans le Pacifique[108]. Du côté économique, l'influence agressive des États-Unis a favorisé un réalignement de l'économie australienne. En effet, plusieurs attributions de contrats majeurs australiens furent redirigées vers des compagnies établies hors de la Chine[109]. L'inégalité de la puissance Chine-Australie est moins importante que celle de la Chine-Nouvelle-Zélande. Alors, la vulnérabilité créée par cette disparité laisse moins de flexibilité à la Nouvelle-Zélande concernant ses relations régionales économiques[110]. En tant que puissance moyenne, l'Australie est davantage en relation à l'international pour influencer plutôt que de se faire dicter toujours les directions face aux affaires étrangères comme l'est la Nouvelle-Zélande. Chapnick expose bien ce concept avec un point de vue des relations internationales face à ces types de puissances[111]. Du côté de la défense, la puissance moyenne de l'Australie est allée du côté des États-Unis comme allié militaire, car le gouvernement australien

[105] Nie, Wenjuan and Associate Professor at the International Relations Institute, China Foreign Affairs University, Beijing. "Xi Jinping's Foreign Policy Dilemma: One Belt, One Road or the South China Sea?" Contemporary Southeast Asia 38 (3). 2016. Pages 422-444.
[106] Ibid. Page 424.
[107] Köllner, Patrick. "Australia and New Zealand Recalibrate their China Policies: Convergence and Divergence." Pacific Review. 2019. Page 11.
[108] Ibid. Pages 7.
[109] Ibid. Page 9.
[110] Ibid. Page 4.
[111] Chapnick, Adam. "The Canadian Middle Power Myth." International Journal (Toronto) 55 (2). 2000. 188-206.

était dans l'insécurité avec la stratégie chinoise de la SCS[112]. En résumé, l'Australie a réalisé un choix pour stabiliser les forces militaires dans la région de l'Asie du Sud-Est. Dans les prochains paragraphes, nous allons tenter de comprendre le positionnement de la Nouvelle-Zélande, pays avec une puissance faible soumise davantage aux relations régionales qu'internationales.

La Nouvelle-Zélande essaie de conserver ses intérêts

La grande différence de puissance entre la Chine et la Nouvelle-Zélande dans la région de l'ouest du Pacifique force le gouvernement néo-zélandais à reconsidérer ses relations ANZUS développées précédemment suite à la Deuxième Guerre mondiale. De plus, avec la montée de la Chine, les nations environnantes avaient beaucoup à gagner en établissant des liens économiques régionaux avec cette nouvelle puissance. En tant que petit marché, la Nouvelle-Zélande sortait grande gagnante en investissant dans cette nation économiquement émergente. Cependant, lors de la dernière décennie, la Nouvelle-Zélande fut forcée de trouver une manière de conserver ses bonnes relations avec son voisin afin d'optimiser ses capacités de défense restreintes sans empiéter sur les interactions commerciales avec le géant chinois.

La Nouvelle-Zélande a depuis longtemps été attachée à l'Empire britannique. L'armée du dominion néo-zélandaise de 1907 a combattu auprès des Britanniques autant lors de la Première Guerre mondiale à Gallipoli que lors de la Deuxième Guerre mondiale. Leur lien était si fort que l'accord du Corps de l'Armée de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (ANZAC) fut signé en 1944[113]. La proximité des deux pays et les racines du colonialisme ont favorisé un partenariat

[112] Edström, Håkan and Jacob Westberg. 2020. "The Defense Strategies of Middle Powers: Competing for Security, Influence and Status in an Era of Unipolar Demise." Comparative Strategy 39 (2). 2020. Page 179.

[113] Mastny, V. "Australia and New Zealand from Alliance to Realignment." The Chinese Journal of International Politics 8 (4). 2015. Page 392.

économique très solide entre ces deux nations illustrant la plus grande similitude[114]. À ce moment, les États-Unis avaient une forte implication dans cette région suivant l'accord d'ANZUS. Par contre, le partage de renseignements stratégiques continua et prit même de l'expansion en 1946 avec l'organisation des « Five Eyes ». Vers la fin de la guerre froide, la capacité de l'Union Soviétique à se projeter dans le sud du Pacifique entraîna une nouvelle motivation afin de raviver la flamme de l'accord ANZUS. Le gouvernement néo-zélandais invita alors, les États-Unis avec leurs navires de guerre. Cependant, plusieurs d'entre eux étaient déjà munis de la technologie nucléaire qui était clairement classifiée comme dangereuse et imprévisible selon la politique de la défense de la Nouvelle-Zélande de 1978[115]. La culture stratégique néo-zélandaise prit un tournant autour des années 1980 lorsque la politique antinucléaire fut adoptée[116]. Suivant la fin de la guerre froide, le pays se retrouvait comme l'Australie sans aucune menace apparente. La politique de défense de 1983 a énoncé fortement que même si la menace était faible, les efforts pour faire évoluer leur défense devaient continuer[117]. En 1984, la Nouvelle-Zélande refusa à une deuxième reprise la présence sur son littoral d'un destroyer nucléaire américain. Les États-Unis ont rapidement ratifié l'accord ANZUS et confirmé qu'il ne serait plus en mesure de protéger la Nouvelle-Zélande advenant un conflit sur leur territoire[118]. Graduellement, la divergence des intérêts et des stratégies américaines a fait de la place à la Chine qui à ce moment, était en expansion et cherchait davantage de partenaires régionaux. C'est à ce moment qu'on a pu déceler que la Nouvelle-Zélande avait adopté une approche naïve, utilisant la Chine comme générateur de prospérité et l'appui de l'Australie comme appui à sa défense. Lorsque la tragédie des attaques terrorismes de 2001 est survenue, la

[114] Köllner, Patrick. "Australia and New Zealand Recalibrate their China Policies: Convergence and Divergence." Pacific Review. 2019. Page 3.
[115] McCraw, David. "Change and Continuity in Strategic Culture: The Cases of Australia and New Zealand." Australian Journal of International Affairs 65 (2). 2011. Pages 175-176.
[116] Ibid. Page 3.
[117] Ibid. Page 176.
[118] Ibid. Page 178.

Nouvelle-Zélande a aussi refusé tout comme le Canada une implication dans l'invasion de l'Irak sans un soutien du conseil de sécurité des Nations Unies. Par contre, le gouvernement néo-zélandais a vu une opportunité de rebâtir la relation NZ-USA en participant grandement à la mission de reconstruction en Afghanistan et aux missions de stabilisation au Timor Oriental et aux Iles Solomon[119].

Une évolution qui s'adapte aux opportunités

Selon l'évolution de leurs engagements militaires et leurs relations internationales à la fin de la Deuxième Guerre, on peut constater que la culture stratégique de la Nouvelle-Zélande a tout de même conservé une vision constante. En effet, comme le Canada, la Nouvelle-Zélande a toujours essayé d'adopter la meilleure posture économique sans se soucier pleinement de sa défense. Suite à la Deuxième Guerre mondiale, leurs engagements ont tourné autour de l'assistance régionale et de l'alliance ANZUS incluant le support aux Américains au Vietnam et à la mission de combat lors de la riposte au terrorisme en Afghanistan. Ils ont ainsi suivi l'opinion publique et bénéficié de bonnes négociations tant avec leur grand frère, l'Australie, qu'avec les super puissances pour favoriser leurs commerces et défense. Cependant, la Nouvelle-Zélande a su oser en revoyant ses capacités militaires en fonction de leurs intérêts économiques et valeurs nationales. Leurs dépendances aux relations commerciales avec les super puissances ont aussi généré une gestion du risque technologique conduite que d'autres pays dans la même région ne pouvaient pas se permettre de tolérer.

Suite à la Deuxième Guerre mondiale, la crise au Vietnam de 1975 a démontré que la Nouvelle-Zélande s'était commise dans sa relation NZ-USA de l'Accord ANZUS. Bien qu'un geste vu comme controversé par la population, celle-ci s'est déployée sans l'influence des

[119] Ayson, Robert. "Choosing Ahead of Time? Australia, New Zealand and the US-China Contest in Asia." Contemporary Southeast Asia 34 (3). 2012. Page 344.

Britanniques en support direct aux États-Unis[120]. Cependant, l'une des valeurs publiques néo-zélandaises est ressortie subséquemment en ce qui a trait à un malaise face aux engagements nécessitant la force. Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, en plus de ne pas utiliser la conscription pour fournir des troupes, ne voyait pas la résolution de ce conflit simplement avec un effet militaire cinétique au Vietnam[121]. Alors, la Nouvelle-Zélande a fourni principalement de l'aide humanitaire. Cet aspect de leur culture stratégique a été observé avec la politique de la défense de 1987. Cette politique soulignait clairement le retrait du support avec les Américains dû à la réticence des navires nucléaires dans leur Zone Économique Exclusive (ZEE). Par contre, cette dernière a exposé la nécessité de travailler en partenariat avec l'Australie afin de développer les ressources nécessaires pour la protection de la région[122]. Cette politique de 1987 fut la dernière avec des dépenses militaires pour maintenir des capacités de combat[123]. En tant que parti d'opposition en 1990, le Labour Party a mis de l'avant une revue des mandats militaire de l'Armée de la Nouvelle-Zélande. Lorsqu'elle parvint au pouvoir en 1999, Helen Clark attribua de nouvelles priorités aux forces militaires du pays. La protection du Sud Pacifique, l'assistance lors de désastre naturel, la défense du territoire néo-zélandais et la participation au maintien de la paix des Nations Unies prirent préséance sur les déploiements de combat[124]. Conséquemment, le Labour Party de 1999 à 2008 s'opposa à l'achat des F-16 et redirigea le portefeuille de la défense vers des capacités pouvant favoriser la surveillance de leur territoire et ZEE ou le déploiement d'assistance humanitaire sur leur vaste territoire[125]. Comme mentionné précédemment, le peuple néo-zélandais a toujours été contre l'utilisation du nucléaire, surtout lors d'une utilisation

---

[120] McCraw, David. "Change and Continuity in Strategic Culture: The Cases of Australia and New Zealand." Australian Journal of International Affairs 65 (2). 2011. Page 175.
[121] Ibid. Page 175.
[122] Mapp, Wayne. "In Defence of our Interests." New Zealand International Review 35 (1). 2010. Page 9.
[123] Ibid McCraw. Page 178.
[124] Ibid McCraw. Page 179.
[125] Mapp, Wayne. "In Defence of our Interests." New Zealand International Review 35 (1). 2010. Pages 8-9.

militaire[126]. Cette valeur ancrée au sein de tous les partis de Nouvelle-Zélande fut délicate avec l'Australie et les États-Unis dans l'élaboration d'un plan de partenariat militaire. Cependant, malgré la faible opinion américaine, cette faible puissance a tout de même eu la chance de faire valoir leur vision à d'autres nations puissantes lors de leur participation au sommet de Washington sur le nucléaire en 2010 en tant que pays anti-nucléaire[127].

Des opportunités à double tranchant

Contrairement à l'Australie, la Nouvelle-Zélande n'a pas vu initialement une menace en la Chine au début du 21e siècle. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande essaie de ne pas froisser trop les États-Unis dans leurs relations régionales avec la Chine. Cependant, l'acceptation de coopérer et de conclure de multiples contrats avec la Chine ne facilitent pas les relations US-NZ. De plus, en 2017, ils ont signé un mémorandum d'arrangement avec la Chine pour encore officialiser la coopération dans l'initiative OBOR[128]. Par contre, en octobre 2017, un vent de jeunesse souffle sur la Nouvelle-Zélande avec une nouvelle première ministre, Jacinda Ardern, qui prend au sérieux les enjeux et les dossiers des affaires étrangères et de la défense. Au sujet de la question du réseau 5G, la Nouvelle-Zélande avait lancé des appels d'offres pour finalement voir les services de renseignements néo-zélandais bloquer l'offre d'un fournisseur utilisant de l'équipement de Huawei[129]. Ils avaient été le premier pays développé à signer un accord de libre-échange et partenariat avec la Chine, soit 7 ans avant l'Australie[130]. Dès l'été de 2018, le gouvernement lança une revue de leur politique sur la défense en mentionnant clairement dans leurs priorités défense que la Nouvelle-Zélande n'a pas une meilleure alliée que l'Australie et que

[126] Ibid McCraw. Page 178.
[127] Mastny, V. "Australia and New Zealand from Alliance to Realignment." The Chinese Journal of International Politics 8 (4). 2015. Page 416.
[128] Köllner, Patrick. "Australia and New Zealand Recalibrate their China Policies: Convergence and Divergence." Pacific Review. 2019. Page 12.
[129] Ibid. Page 17.
[130] Ibid. Page 12.

les deux nations devraient avoir une approche commune sur des enjeux d'intérêt et sur la sécurité[131]. Ce document ne mentionne pas la Chine comme un allié ou une menace, ce qui est un changement depuis la dernière politique de la défense en 2016[132]. Cependant, plusieurs commentaires face au conflit de la mer de Chine méridionale, des droits humains et de la liberté de l'information s'y retrouvaient. De plus, le gouvernement de la Nouvelle-Zélande commence à mentionner que la République Populaire de Chine est impliquée dans les cyberattaques tout comme la Corée du Nord et la Russie[133]. Ainsi, tout en respectant leurs valeurs d'être engagé dans le moins de conflits armés possibles, la Nouvelle-Zélande a ainsi mis la priorité sur des projets d'achat de ressources aériennes de patrouille Poséidon Boeing P-8[134] et maritimes avec un navire de soutien logistique provenant de la Corée du Sud[135] afin de contribuer à un effort défensif et de soutien d'aide humanitaire avec l'Australie. En 2018, lors de la première politique de la défense du gouvernement Ardern, le terme combat est utilisé assez légèrement afin de souligner la possibilité de contenir un conflit armé terrestre ou naval, mais les priorités sont encore davantage sur l'assistance humanitaire des Nations Unies, des missions de partenariats avec les membres des 5 Eyes et la surveillance de leur ZEE[136]. Notamment, la Nouvelle-Zélande a choisi depuis le début des années 2000 de se départir de ses capacités d'avion de chasse et a investi dans la modernisation de leurs hélicoptères et des navires de patrouille[137]. Le partenariat de défense mutuelle avec les Australiens revient encore plus fort et resitue la relation avec la Chine en faisant

---

[131] Ministry of Defence, Wellington (MoD). 2018. Strategic Defence Policy Statement. Page 7. https://www.defence.govt.nz/assets/Uploads/8958486b29/Strategic-Defence-Policy-Statement-2018.pdf

[132] Ministry of Defence, Wellington (MoD). 2016. NZ Defence White Paper 2016. Page 31. https://www.defence.govt.nz/assets/Uploads/daac08133a/defence-white-paper-2016-2.pdf

[133] Ayson, R. "A China chip on New Zealand's shoulder?". The Interpreter. 16 Jan 2019. https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/chinachip-new-zealand-shoulder

[134] Greenfield, Charlottte. "New Zealand to buy Boeing P-8 patrol planes to boost South Pacific surveillance". Reuters. Aerospace and defense. 18 July 2018.

[135] Scott, Richard. "Parting Shot: New Zealand Military Sustainment Capability". Jane's International Defence Review 49 (12). 2016. https://customer-janes-com.cfc.idm.oclc.org/InternationalDefenceRevie

[136] Ministry of Defence, Wellington (MoD). "Strategic Defence Policy Statement 2018". 2018. Page 29. https://www.defence.govt.nz/assets/Uploads/8958486b29/Strategic-Defence-Policy-Statement-2018.pdf

[137] Ayson, Robert. "Choosing Ahead of Time? Australia, New Zealand and the US-China Contest in Asia." Contemporary Southeast Asia 34 (3). 2012. Page 348.

revenir l'ANZUS traditionnel[138]. Cependant, cette alliance est encore fragile avec une culture stratégique progressive du gouvernement Ardern. Elle prône l'indépendance dans la politique étrangère de la Nouvelle-Zélande et a directement souligné que la Nouvelle-Zélande n'allait pas aveuglément joindre les façons de pensées des États-Unis ou de l'Australie en matière de défense[139]. Elle a aussi agilement gardé quelques ponts ouverts avec la Chine au sujet de l'initiative OBOR. Lors d'une visite à Beijing en octobre 2019, elle a mentionné que ce projet rejoignait les intérêts économiques et valeurs de la Nouvelle-Zélande[140]. Cependant, ce désir de conserver un lien fort économique avec la Chine amènera très probablement sous peu des frictions. L'affiliation à l'Australie, et de plus en plus aux États-Unis, en matière de défense tout comme le dossier non résolu du 5G forcera possiblement la Nouvelle-Zélande à revoir ses vrais alliés dans l'Asie. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande regarde vers l'Inde, un pays émergeant qui pourrait facilement établir une nouvelle relation économique et aussi possiblement contribuer en matière de sécurité. La Nouvelle-Zélande essaie depuis les deux dernières décennies de développer un accord de libre-échange avec l'Inde et de développer des relations stratégiques pouvant permettre à l'Inde de prendre de l'expansion à l'autre extrémité de la grande région Indo-Pacifique. La Chine et l'Inde sont en compétition économique depuis plusieurs années. Davantage d'alliances envers l'Inde pourraient aboutir en escalade militaire à la frontière Indochinoise [141]. La lutte commune contre le terrorisme, le développement d'un équilibre de la sécurité dans la région Indo-Pacifique et la position de la Nouvelle-Zélande sur l'inclusion de l'Inde dans le Groupe des Fournisseurs Nucléaires (NSG) sont des initiatives communes qui progressent entre les deux pays[142]. Avec la posture imprévisible chinoise, l'Inde doit adapter sa

---

[138] Köllner, Patrick. "Australia and New Zealand Recalibrate their China Policies: Convergence and Divergence." Pacific Review. 2019. Page 17.
[139] Ibid. Page 19.
[140] Sachdeva, Sam. "NZ still plotting place in China's Belt and Road". Stuff Business. 16 June 2020 https://www.stuff.co.nz/business/300036015/nz-still-plotting-place-in-chinas-belt-and-road
[141] Sharma, Ashok. "New Zealand–India Relations: A Step Forward." New Zealand International Review 42 (1). 2017. Pages 10-11.
[142] Ibid. Page 11.

croissance économique et sa puissance militaire. Suite au rapprochement culturel de la Nouvelle-Zélande, les Américains ont vu un avantage stratégique à initier l'entrainement militaire commun entre l'Inde et les États-Unis. L'Australie a déjà développé cette coopération stratégique et tout porte à croire que la Nouvelle-Zélande joindra ce groupe pour établir une balance dans la région Indo-Pacifique[143]. L'Inde pourra avoir un rôle stratégique dans cette région et ainsi apaiser les tensions dans la mer de Chine méridionale et dans l'ouest du Pacifique[144].

Des puissances marquées par leur contexte régional

Suite à cette analyse des principaux facteurs qui influencent la relation des États-Unis-Canada et de l'Australie-Nouvelle-Zélande, nous pouvons observer que la culture stratégique d'un état n'est pas toujours garante des idéaux, des intérêts et des types d'engagement militaire historique. Quelques facteurs ont plus ou moins de poids pour guider la prise de décision des gouvernements et déployer leurs forces militaires dans une alliance, un conflit armé, une opération d'assistance ou de maintien de la paix. Nous avons notamment mentionné que la puissance d'un état avait beaucoup d'importance lorsqu'on la compare à celle de ses alliés, ou à ses voisins immédiats dans le cas de notre étude. Effectivement, on a vu que plus la différence de puissance est marquée entre deux états, plus la faible puissance devra par tous les moyens compenser économiquement ou stratégiquement afin d'éviter de se faire dicter ses engagements. Dans le cas, du Canada envers les États-Unis, le Canada semble encore en mesure d'offrir des bénéfices aux États-Unis et ainsi être impliqué dans leur planification stratégique de défense continentale. On pourra noter que l'Arctique canadien est l'un des plus grands atouts que nous puissions offrir aux Américains afin d'établir une protection additionnelle afin de sécuriser l'Amérique des Russes ou des Chinois avec une organisation de coopération comme NORAD.

---

[143] Ibid. Page 13.
[144] Rolls, Mark G. "Opposites Attract? India-New Zealand Relations in the Contemporary Indo-Pacific". *Political Science* 68 (1). 2016. Pages 80-81.

L'avancement technologique des dernières décennies a fait évoluer les politiques de défense, car les missiles à longue portée rapprochent les états mondiaux causant une course dans le développement des systèmes d'armement.

La puissance d'un état est aussi un paramètre qui peut fluctuer dans le temps selon les intérêts politiques, mais aussi selon l'augmentation de sa puissance économique et militaire. Du côté de l'Amérique, on constate que les puissances en place sont relativement stables selon les années conservant sensiblement les mêmes relations régionales. L'Australie et la Nouvelle-Zélande de leur côté font partie d'une région davantage en évolution. Lorsque l'on analyse cette région Indo-Pacifique, on peut remarquer que cette dernière possède deux pays rivaux en émergences autant économiquement que militairement. La montée de la Chine à la fin des années 1990 et celle de l'Inde au début du 21e siècle qui ajoutent une compétition régionale et une répartition des relations économiques. L'Australie est considérée comme une puissance moyenne pouvant influencer d'une manière limitée dans sa région et à l'international. La Nouvelle-Zélande utilise une approche davantage d'opportunisme afin de toujours tirer le meilleur d'une alliance sur le plan économique. Par contre, pour sa défense, elle n'hésite pas de se rallier à l'Australie avec qui elle partage plusieurs liens culturels. La Nouvelle-Zélande a dû récemment revoir l'emploi de ses forces militaires tout en conservant une coopération défensive avec l'Australie, et un partenariat subséquent avec les États-Unis. Cependant, l'alliance ANZUS a été remise en question à quelques reprises lorsque les autorités néo-zélandaises décidèrent de prioriser l'économie avec la Chine et lors de l'objection d'utiliser de l'équipement nucléaire dans leur ZEE.

De plus, il y a un certain rapprochement entre le Canada et la Nouvelle-Zélande qui se permettent d'avoir une vision stratégique souvent trop grande pour l'importance qu'ils ont à l'international. Souvent ces deux états protégés principalement par une tierce nation plus forte,

seront exposés à des situations politiques ambiguës et auront de la difficulté à faire valoir leurs valeurs et intérêts aux plus grandes puissances. Ceci fut remarqué lorsque le Canada a été impliqué dans les événements du réseau 5G/Huawei et lorsque la Nouvelle-Zélande s'est impliquée hâtivement dans l'initiative de l'OBOR. Alors, les deux pays considèrent fortement leurs situations économiques au travers de leurs politiques étrangères. Les grands marchés sont des stimulants directs à leur économie et augmentent leur influence régionale, mondiale et militaire subséquemment. Par ailleurs, on peut percevoir que ces deux nations plus faibles ont davantage opté pour une culture stratégique qui s'est développée autour de la sécurité humaine et du respect des droits de l'homme. Si nous ignorons la partie où l'impérialisme britannique a influencé les deux dominions, leurs implications ont davantage rayonné dans un contexte de l'ONU. Suite à la guerre froide, ils ont aussi grandement participé à des missions de maintien de la paix. L'autre facteur à considérer est que l'opinion publique fut importante pour ces deux pays. Le biculturalisme canadien fut à l'origine d'une source de tension, mais les derniers engagements du Canada depuis la fin de la guerre froide ont démontré un sentiment favorable à l'unité. On remarque que cette ouverture sur la sécurité humaine fut conservée même durant les années de l'engagement en Afghanistan considérant que nous avons été un pilier pour améliorer les impacts des perspectives des genres et aider l'entraînement de l'Armée afghane pour leur permettre de se défendre. Le prolongement de la mission a aussi beaucoup tenu compte de cette opinion publique. En Nouvelle-Zélande, les valeurs et intérêts publiques furent aussi grandement considérés lors des décisions gouvernementales. L'éloignement des conflits armés et le refus de supporter la technologie du nucléaire furent des intérêts inconditionnels pour ce pays. Conséquemment, le gouvernement néo-zélandais a adapté son plan de capacité de la défense[145] pour prioriser certaines tâches d'assistance humanitaire et de surveillance de leur territoire tout en conservant une capacité limitée de combat au niveau de l'armée terrestre. La Nouvelle-Zélande a centralisé

[145] NZ Ministry of Defence. "Defence Capability Plan 2019". Publications 2019. https://www.defence.govt.nz/what-we-do/delivering-defence-capability/defence-capability-plan/

ses capacités à quelques domaines et bénéficié ainsi d'un partenariat robuste avec l'Australie. Les avions de chasse ont été délestés, car ils sont extrêmement dispendieux lors de l'acquisition et de la gestion du cycle de vie de l'équipement pour une faible puissance. Le Canada pour sa part réalise encore des études sur la nécessité de ces dépenses au ministère de la Défense. Le Canada ne semble pas encore prêt à admettre qu'il faudra restreindre notre équipement afin de gérer la technologie de plus en plus complexe, évoluée et onéreuse. Bref, le Canada doit se demander s'il peut financièrement se permettre ces systèmes et comment promouvoir l'importance des dépenses dans le secteur de la défense pour transformer favorablement l'opinion de la population canadienne.

Le Canada devra éventuellement se pencher sur la pertinence de toutes ces technologies émergentes, et ce, dans tous les domaines opérationnels. Le Canada n'a pas cessé de contribuer aux missions de l'ONU, mais les capacités requises pour favoriser le succès de ces missions n'ont pas été judicieusement définies. Dorénavant, on observe des missions de maintien de la paix davantage complexes culturellement et politiquement. Le respect de la légitimité de l'ONU dans ces conflits est compliqué. Alors, le Canada doit vraiment définir ses besoins dans ses politiques pour continuer à bien supporter des missions suivant sa culture stratégique, sinon des impacts opérationnels apparaitront.

Chapitre 3 – L'impact sur les capacités canadiennes

Le Canada doit être crédible dans ses politiques

Comme nous l'avons vu précédemment, la culture stratégique canadienne essaie ou tente de s'orienter vers des opérations humanitaires outre-mer tout en supportant des opérations domestiques afin de rejoindre les intérêts et les valeurs des Canadiens. Par ailleurs, les menaces territoriales reliées aux changements climatiques, à sa souveraineté dans l'Arctique ou à la montée de la radicalisation en Amérique positionnent progressivement le gouvernement dans un dilemme. Le Canada doit choisir ses priorités afin de bien orienter et développer ses capacités et ses ressources militaires. Selon le ministre de la Défense dans la politique PSE de 2017, il est clair que nous voyons apparaitre les besoins d'un vaste inventaire d'équipement afin de permettre aux FAC de répondre à tous les types d'engagement militaire autant au pays qu'à l'international[146]. La difficulté d'acquérir les outils pour bien réaliser ces objectifs se situe au niveau des changements de gouvernement et lors de périodes de crise économique en faisant osciller significativement le budget de la défense. Nos flottes vieillissantes, nos capacités obsolètes ou réduites, ainsi que notre piètre constance à assurer les approvisionnements de la défense démontrent un niveau de complaisance gouvernemental qui est le reflet de l'indifférence de l'opinion publique en regard du budget de la défense nationale[147].

Les coupures drastiques des années 1990 ont dû être vite compensées lors de la mission en Afghanistan. À la fin de cette mission, nos engagements financiers envers l'OTAN devaient justifier des investissements de l'ordre de 2% du *Gross Domestic Product* (GDP), malgré ceci le Canada s'est contenté d'un maigre 0,9% en 2016 tout en soulignant naïvement que les FAC

---

[146] Gouvernement du Canada. "Protection, Sécurité, Engagement". 2017. Page 6. https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/politique-defense-canada.html

[147] Nossal, Kim Richard. "Charlie Foxtrot: Fixing Defence Procurement in Canada". Dundurn, Toronto. Page 106-108.

étaient pleinement opérationnelles avec leurs capacités[148]. Ces investissements militaires devraient être en fait, le gage qui confirme nos alliances et partenariats internationaux de protection mutuelle. Une trop longue anémie de nos dépenses internationales en matière de défense pourrait faire diminuer la crédibilité du Canada à l'échelle internationale[149]. Les discussions US-Canada sont redevenues tendues en 2019 envers les dépenses militaires canadiennes. Les Américains ont signifié leur insatisfaction en constatant la complaisance canadienne envers la défense continentale. Le Canada se doit de considérer davantage des investissements dans la défense afin d'être proactif contre les menaces et les défis émergeants et cela, certainement pas juste selon les désire des américains[150]. À défaut, il serait très justifié de croire que cette baisse de crédibilité affectera notre économie, nos futurs accords et notre souveraineté éventuellement.

La pensée stratégique victime des élections

Le contexte géopolitique mondial est toujours en constante évolution, ces changements rapides ajoutent un niveau de complexité à notre pensée stratégique. Cette pensée stratégique doit être apte à performer face aux défis présents tout en s'assurant d'une vision durable afin de garder en perspective les menaces futures. Le Canada doit donc rester en pleine capacité de réagir à toutes éventualités, mais démunie d'investissements à la hauteur de ses besoins réels, sa vision stratégique est malheureusement trop souvent réactive. Comme mentionné en 2019 par le conseiller à la sécurité nationale américaine, Robert O'Brien, le Canada doit être en position de se défendre et de faire respecter ses valeurs[151]. Par contre, nos plus proches alliés constatent au fil

---

[148] Ibid. Page 109.
[149] Chapman, Bert. "The Geopolitics of Canadian Defense White Papers: Lofty Rhetoric and Limited Results". Geopolitics, History, and International Relations 11 (2). 2019. Pages 17-18.
[150] Berthiaume, Lee. "Canada's Defence Spending Expected to Stay Stagnant Despite Pressure from U.S." The Globe and Mail. 2019. A.21.
[151] Brewster, Murray. "Canada facing renewed pressure from U.S. to meet NATO defence spending benchmark". CNC News. 23 Nov 2019. https://www.cbc.ca/news/politics/canada-pressure-us-defence-spending-1.5371352

des ans que nos dépenses militaires et les efforts pour protéger notre souveraineté sont négligés. Ces commentaires sont non seulement discutés en Amérique, mais résonnent aussi à l'international avec un impact sur notre crédibilité en tant qu'allié. En outre, le Canada suit une quête utopique dans ses engagements de sécurité et devrait être davantage rigoureux dans ses intérêts géopolitiques. La politique PSE contient une rhétorique idéaliste pour soutenir l'ordre international et protéger notre territoire[152]. De fait, depuis la fin de la guerre froide, la Canada a vu six changements de parti politique défilé au pouvoir et deux coupures et réformes majeures[153]. Nossal arriva au constat en 2016 que les politiciens canadiens jouent avec la politique de la défense au détriment des acquisitions de celle-ci, qui sont ainsi toujours laborieuse à se voir matérialiser[154]. Il avance même l'idée que nos élus, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, devraient plutôt travailler ensemble pour mettre d'avant une vision stratégique visant l'innovation, les intérêts et les valeurs du peuple canadien. Le gouvernement canadien a soumis sept politiques de défense depuis 1964[155]. La fréquence sporadique de révision de ces politiques fut, pour la majorité, dictée par les changements de gouvernement canadien. En 2017, juste avant l'inauguration de la politique PSE, le sénat du Canada a soumis plusieurs recommandations dont celles de fixer aux 4 ans la fréquence des révisions de la politique de la défense tout comme son adoption par le gouvernement, le sénat et la salle des communes afin d'instaurer une continuité dans la pensée stratégique canadienne[156]. Actuellement, la pensée stratégique derrière la politique PSE met pour la première fois la priorité sur l'industrie de la défense canadienne tout en palliant

---

[152] Chapman, Bert. "The Geopolitics of Canadian Defense White Papers: Lofty Rhetoric and Limited Results". Geopolitics, History, and International Relations 11 (2). 2019. Pages 7-40.
[153] Juneau, Thomas, Philippe Lagassé, Srdjan Vucetic, "Canadian Defence Policy in Theory and Practice". Palgrave Macmillan and Springer Link. Ottawa. 2019. Page 334.
[154] Nossal, Kim Richard. "Charlie Foxtrot: Fixing Defence Procurement in Canada". Dundurn, Toronto. Page 30.
[155] Ibid. Page 149-150.
[156] Senate Standing Committee on National Security and Defence. "Military Underfunded: The walk must match the talk". Ottawa. April 2017. https://sencanada.ca/content/sen/committee/421/SECD/reports/DEFENCE_DPR_FINAL_e.pdf

pour les écarts des objectifs de défense et de sécurité[157]. Cette politique de la défense canadienne souligne avec rigueur les coûts et fixe des initiatives claires sur les priorités de la défense[158]. Cependant, nos bonnes initiatives stratégiques sont souvent altérées par l'opinion publique canadienne et influencées par les activités de nos alliés plus puissants. Alors, c'est un projet tumultueux de suivre une pensée stratégique à long terme à ce qui a trait aux capacités et engagements opérationnels.

Un processus fragile dans une ère technologique

En plus d'avoir une culture stratégique directement influencée par les super puissances et l'opinion publique représentée à la salle des communes, le système d'acquisition canadien quant à lui est très bureaucratique et possède peu de marge de manœuvre lorsque les besoins se font critiques. Notre mission en Afghanistan a exposé nos retards en ce qui touche le développement d'équipement militaire. Elle a aussi bien montré que notre système de financement devait développer une agilité réelle additionnelle pour les Besoins Opérationnelles Non-Planifiés (BONP) afin de pouvoir combler les capacités manquantes et s'adapter aux contraintes opérationnelles demandées[159]. Cependant, notre financement stratégique n'est pas le seul obstacle à une culture stratégique variable. La gestion des projets est aussi un domaine qui s'en trouve directement touchée. Nous pouvons réagir relativement facilement en achetant directement des étagères commerciales, mais il y aura un possible risque de gestion de durée de vie de l'équipement subséquente. D'un autre côté, la plupart des projets capitaux d'équipement majeur prennent beaucoup d'années avant de se concrétiser[160]. Alors, une variation de vision stratégique

---

[157] Cianfarani, Christyn. "Canada's Defence Industry a Key Priority for Canada's New Defence Policy." Canada NewsWire. 2017. https://search-proquest-com.cfc.idm.oclc.org/wire-feeds/canadas-defence-industry-key-priority-new-policy/docview/1906671769/se-2?accountid=9867.

[158] Chapman, Bert. "The Geopolitics of Canadian Defense White Papers: Lofty Rhetoric and Limited Results". Geopolitics, History and International Relations 11 (1). 2019. Pages 7-40.

[159] Fetterly, Ross. "Funding Defence for the Age of Accelerations". Canadian Global Affairs Institute. 2019. Page 10.

[160] Ibid. Page 2.

peut avoir des impacts sur le financement ou sur le support d'une mise à jour nécessitant des modifications des capacités requises. La bureaucratie autour de nos projets n'aide pas les projets avec des composantes hautement technologiques. De simples délais peuvent contraindre un projet à retourner à la case de départ de définition, car l'obsolescence est devenue l'un des enjeux majeurs au développement rapide de l'informatique et de l'électronique[161]. Le ministère de la Défense ne pourra plus se fier à la longue durée de vie de l'équipement sans injecter massivement des fonds dans les mises à jour et le soutien logistique. L'évolution rapide de la technologie et les nouvelles menaces devraient forcer le gouvernement à développer des visions innovatrices à long terme pour mettre en œuvre une agilité à court et moyen terme. Le Canada doit avoir une culture et une pensée stratégique claires afin d'éviter les rapiéçages de dernière minute tout comme les délais indus suite aux décisions de ne pas combler les besoins pour contrer les menaces nationales et internationales.

Un historique gouvernemental immature face à sa défense

Depuis les débuts du Canada, le gouvernement fut directement influencé par l'opinion publique lors de ses engagements militaires. Il a ainsi souvent adopté une approche normative afin d'obtenir la grâce du peuple et ainsi une meilleure influence. Considérant que le Canada doit constamment négocier avec les États-Unis pour la protection de l'Amérique, et que notre équipement arrive trop souvent à la fin de sa durée de vie sans remplacement, le Canada a fort probablement trop limité l'aspect cognitif dans ses décisions face aux dépenses de la défense. De plus, les sommes attendues au ministère de la Défense furent utilisées à mainte reprises pour éponger des déficits budgétaires gouvernementaux ou encore permettre des investissements dans d'autres ministères[162]. Historiquement, le peuple canadien a démontré un faible enthousiasme

[161] Juneau, Thomas, Philippe Lagassé, Srdjan Vucetic, "Canadian Defence Policy in Theory and Practice". Palgrave Macmillan and Springer Link. Ottawa. 2019. Pages 344-345.
[162] Chapman, Bert. "The Geopolitics of Canadian Defense White Papers: Lofty Rhetoric and Limited Results". Geopolitics, History and International Relations 11 (1). 2019. Pages 15-28.

envers les dépenses militaires en temps de paix et a rarement tenu responsables les partis politiques des coupures drastiques au ministère de la défense[163]. Dernièrement, la politique PSE démontre une bonne intention afin de pouvoir doter notre force militaire des bons outils nécessaires pour répondre à nos priorités présentes en matière de défense et de sécurité. Cependant encore une fois, ce plan ne sera pas concrétisé avant plusieurs années. De fait, lors de la réception de ces équipements, le Canada fera de nouveau face à des menaces ayant évoluées et qui nécessiteront un arsenal ayant lui aussi évolué à autre niveau. À ce moment, nous aurons encore à justifier aux États-Unis que nous avons besoin d'eux. Par cette approche normative, le fossé au chapitre des technologies de pointe continuera de se creuser au Canada[164]. Le gouvernement canadien manque de réalisme et ne considère pas l'importance d'être en avance technologiquement sur nos ennemis. Alors, au cours des prochaines décennies si nos capacités continuent d'être limitées et de se voir réduites, le Canada sera très limité dans sa capacité opérationnelle pour suivre une culture stratégique appropriée.

[163] Juneau, Thomas, Philippe Lagassé, Srdjan Vucetic, "Canadian Defence Policy in Theory and Practice". Palgrave Macmillan and Springer Link. Ottawa. 2019. Pages 17-18.
[164] Ibid. Page 151-152.

Conclusion

La réalisation de cette étude avait pour but de démontrer que la culture stratégique canadienne manque de profondeur et que les actions prises par rapport au ministère de la Défense ne sont pas au niveau attendues. Pour ce faire, nous avons revu et analysé d'où notre culture stratégique a émergé et son évolution au cours des années. Nos origines communes avec l'Empire britannique furent la base de nos premiers engagements militaires malgré un biculturalisme qui a lui aussi évolué. La séparation graduelle du régime colonialisme par l'introduction des dominions britanniques a permis au Canada de s'établir comme un partenaire au niveau international pour la sécurité humanitaire. Le pays a contribué à plusieurs missions de l'ONU et de l'OTAN qui nécessitaient des interventions initialement musclées afin d'instaurer la paix. Nous avons été influencés grandement par notre proche voisin du Sud, les États-Unis auquels nous avons dû nous allier pour la défense de notre territoire. Un aspect intéressant constaté fut la manière que la culture stratégique du Canada s'est adaptée après les événements majeurs du siècle dernier. Ces changements furent respectivement observés après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la fin de la guerre froide et suite aux attaques terroristes en Amérique.

Le Canada semble vouloir garder son indépendance au chapitre des interactions internationales, mais ses relations en défense continentale par le biais de NORAD jouent pour beaucoup dans l'échiquier. En effet, la défense du Canada doit passer par la préservation de bonnes relations avec les Américains. Le Canada doit fournir un minimum de contribution proportionnellement à son implication partenariale pour la défense continentale. Ainsi, il s'assure de conserver une implication stratégique dans les plans de la politique américaine. Tel que développé plus haut, les intérêts et les valeurs sont les clefs pour définir le fondement et l'identité de la culture stratégique d'un état. Par contre, notre contexte géographique, localisé autour de l'Arctique, et notre besoin évident du support de la part de nos voisins du Sud viennent altérer ces

deux pierres angulaires servantes à établir nos plans stratégiques.

L'étude a aussi porté sur l'analyse de deux situations territoriales particulières touchant des régions différentes du globe. Ces relations ont illustré les interactions économiques, les alliances stratégiques et les réactions possibles de ces états proches face à une même menace, l'émergence économique et militaire de la Chine. Cette étude a permis de démontrer les capacités d'influence de petits états face aux puissances économiques et militaires voisines des États-Unis et de l'Australie. L'intention fut ainsi de décortiquer les actions réalisées par le Canada et la Nouvelle-Zélande qui malgré leur puissance limitée et de nombreux ajustements réussissent de leur mieux à se construire une stratégie respectant leurs valeurs. Les deux pays ont démontré plusieurs rapprochements, mais aussi des différences significatives. Ils réussissent à assurer leurs visions envers les relations économiques et la sécurité humaine au-delà des confrontations violentes et de l'escalade des tensions mondiales. Ces deux états se placent par le fait même dans une situation précaire en vue d'assurer la protection de leur territoire respectif. L'importance qu'ils accordent à leurs relations économiques rend précaires leurs alliances régionales. Les deux pays ne veulent pas adopter de position rigide face à la Chine qui est pourtant impliquée dans les attaques cybernétiques, l'espionnage industriel et même militaire. Le Canada et la Nouvelle-Zélande devront toutefois probablement prendre une décision dans la prochaine décennie face aux relations économiques afin de s'assurer de leur propre sécurité. Par contre, l'analyse de la culture stratégique de la Nouvelle-Zélande a exposé une perspective intéressante et différente de celle du Canada face à la gestion de leur capacité et la priorité de leurs activités militaires. Cet état aux dispositions économiques restreintes a décidé de revoir ses activités militaires autour du soutien domestique, de la protection de sa souveraineté et de ses ZEE tout en conservant une capacité limitée au combat terrestre seulement. En augmentant ses ressources aux fins du renseignement, du transport aérien et de la patrouille navale, la Nouvelle-Zélande a développé une complémentarité aux capacités de l'Australie. Par ce partage de contribution, la Nouvelle-Zélande

s'est assurée de réanimer l'alliance ANZUS. Le retour de cette alliance a dirigé la Nouvelle-Zélande vers des opportunités de partenariats stratégiques dans sa région notamment avec l'Inde qui pourrait fort probablement devenir une forte puissance dans un futur rapproché. Du côté du Canada, les décisions ne sont pas officialisées ou encore ne mettent pas en évidence la volonté politique. Simultanément la lenteur de nos engagements face à NORAD, la complaisance envers notre contribution militaire pour l'OTAN et nos budgets militaires faibles et oscillants ne renforcent pas la crédibilité internationale du Canada.

Finalement, cette immaturité autour des affaires étrangères et de la gestion des budgets militaires non seulement limitent la sécurité en sol canadien et fragilisent notre souveraineté, mais restreint de façon majeure notre potentiel à développer notre culture stratégique propre visant le respect de nos valeurs. La politique de défense PSE a ciblé nos écarts en équipement afin de soutenir les opérations nationales, la souveraineté canadienne et les engagements de l'ONU et l'OTAN. Cependant, ce plan d'envergure ne se concrétisera pas avant plusieurs années. D'autres écarts à combler surviendront considérant les situations tendues à l'international autour de la Chine, la Russie et du terrorisme. De plus, on constate que le Canada a toujours l'intention de pouvoir agir dans le plein spectre de tous les domaines opérationnels militaires. Cette intention limite la quantité totale d'équipement achetée considérant que notre budget de la défense est restreint par d'autres priorités canadiennes établies par l'opinion publique. L'indifférence et le manque de vision de l'opinion publique sur l'importance des ressources militaires sont préoccupants. On devrait observer à moyen terme, des difficultés de plus en plus grandes de notre gouvernement à conserver une force de réponse militaire efficace et rapide. Il faut aussi considérer que la nouvelle génération d'équipement est orientée vers une technologie de pointe qui devient rapidement obsolète. L'extension de vie de notre équipement réduira nos capacités opérationnelles graduellement, et aucun parti politique instauré à la gouvernance de notre pays

n’en sera tenu responsable. Les représentants du peuple canadien devraient être responsables d’établir une pensée stratégique, d’y allouer un budget militaire conséquent et d’en assurer le déroulement.

En terminant, il est difficile au fil de la pandémie vécue de ne pas soulever une question d’actualité : dans quelle mesure le remboursement des sommes engagées par notre gouvernement contre la lutte à la COVID-19 aura-t-il encore une fois préséance sur les budgets présents et les futurs des plans d’acquisition de la défense nationale? Pourtant ces plans visent aussi la sécurité des citoyens, celle du territoire et nous assure une stratégie afin de faire face aussi aux menaces de l’avenir. Espérons que l’opinion publique aura été influencée positivement suite aux demandes d’assistance de l’Opération LASER de mars 2020.

Bibliographie

Abdulrahim, Rahimah. *Indonesia–New Zealand Relations: Platform for a Stronger ASEAN*. New Zealand International Review 40 (4). 2015. Pages 24-27.

Adams, John. *Canada and Cyber*. Canadian Global Affairs Institute. 2016.

Al-Rodhan, Nayef. *Strategic Culture and Pragmatic National Interest*. Global Policy Journal. 22 July 2015. https://www.globalpolicyjournal.com/blog/22/07/2015/strategic-culture-and-pragmatic-national-interest

Anderson, Greg. *David and Goliath in Canada-U.S. Relations: Who's really Who?* Canadian Foreign Policy Journal 25 (2). 2019. Pages 115-136.

Ayson, Robert. *Choosing Ahead of Time? Australia, New Zealand and the US-China Contest in Asia*. Contemporary Southeast Asia 34 (3). 2012. Pages 338-364.

Baldino, Daniel, Andrew Carr, and Anthony J. Langlois. *Australian Foreign Policy: Controversies and Debates*. South Melbourne, Vic: Oxford University Press. 2014.

Barry, Donald and Duane Bratt. *Defense Against Help: Explaining Canada-U.S. Security Relations*. The American Review of Canadian Studies 38 (1). 2008. Pages 63-89.

Barsi, Monica, Jean-Claude Boulanger, Marie Brisebois, Monique C. Cormier, Yves Garnier, Chantal Lambrechts, Johanne Lamoureux, et al. 2018. *Les Dictionnaires Larousse*, edited by Monique C. Cormier, Aline Francœur Presses de l'Université de Montréal.

Berthiaume, Lee. *Canada's Defence Spending Expected to Stay Stagnant Despite Pressure from U.S.* The Globe and Mail, A.21. 2019.

Bird, Deanne K., Katharine Haynes, Rob van den Honert, John McAneney, and Wouter Poortinga. Nuclear *Power in Australia: A Comparative Analysis of Public Opinion regarding Climate Change and the Fukushima Disaster*. Energy Policy 65. 2014. Pages 644-653.

Black, Jeremy. *Introduction to Global Military History: 1775 to the Present Day*. 3rd; 3 ed. Vol. 1. Abingdon, Oxon; New York, NY: Routledge. 2018.

Bloomfield, Alan and Kim Richard Nossal. *Towards an Explicative Understanding of Strategic Culture: The Cases of Australia and Canada*. Contemporary Security Policy. 28 (2). 2007. Pages 286-307.

Boucher, Jean-Christophe. *Public Opinion and Canadian Defence Policy*. In, 159-178. Cham: Springer International Publishing. 2019.

Boyko, John. *Cold Fire: Kennedy's Northern Front*. Toronto: Alfred A. Knopf Canada. 2016.

Brewster, Murray. *Canada facing renewed pressure from U.S. to meet NATO defence spending benchmark.* CNC News. 23 Nov 2019. https://www.cbc.ca/news/politics/canada-pressure-us-defence-spending-1.5371352

Burke, Catherine. *Humanism, Modernism and Designing Education: Exploring Progressive Relations between Australia, New Zealand and the West Riding of Yorkshire 1930s-1970s*. History of Education (Tavistock) 47 (2). 2018. Pages 257-268.

Burstein, Paul. *The Impact of Public Opinion on Public Policy: A Review and an Agenda*. Political Research Quarterly 56 (1). 2003. Pages 29-40.

Canada's Defence Industry a Key Priority for Canada's New Defence Policy. Canada NewsWire. By Cianfarani, Christyn. 2017.

Canada. Department of National Defence. *Strong Secure Engaged*. Canada's Defence Policy. 2017.

Canada. Department of National Defence. *The Future Security Environment, 2008-2030 - Part 1: Current and Emerging Trends*. Chief of Force Development. 2010.

Canada. Department of National Defence. *The Future Security Environment 2013-2040*. Chief of Force Development. 2014.

Carvin, Stephanie and Michael John Williams. *Law, Science, Liberalism, and the American Way of Warfare: The Quest for Humanity in Conflict*. Cambridge, UK; New York. Cambridge University Press. 2014.

Cianfarani, Christyn. *Canada's Defence Industry a Key Priority for Canada's New Defence Policy.* Canada NewsWire. 2017. https://search-proquest-com.cfc.idm.oclc.org/wire-feeds/canadas-defence-industry-key-priority-new-policy/docview/1906671769/se-2?accountid=9867.

Chapman, Bert. *The Geopolitics of Canadian Defense White Papers: Lofty Rhetoric and Limited Results*. Geopolitics, History, and International Relations 11 (2). 2019. Pages 7-40.

Chapnick, Adam. *The Canadian Middle Power Myth.* International Journal (Toronto) 55 (2). 2000. Pages 188-206.

Charron, Andrea. *Beyond NORAD and Modernization to North American Defence Evolution* Centre for Defence and Security Studies. Canadian Global Affairs Institute. May 2017.

Charron, Andrea and James Fergusson. *Out of Sight, Out of Mind NORAD Vis-À-Vis CANUS Politics*. Canadian Foreign Policy Journal 26 (2). 2020. Pages 137-151.

Chubb, Danielle and Ian McAllister. *Australian Public Opinion, Defence and Foreign Policy: Attitudes and Trends since 1945*. Singapore: Springer Singapore Pte. Limited. 2021.

Churchill, Winston. *The worst form of government*. International Churchill society Quotes. 11 novembre 1947. https://winstonchurchill.org/resources/quotes/the-worst-form-of-government/

Clemens, Walter C. *Can China Expand without Limits?* Asian Perspective 41 (1). 2017. Pages 175-179.

Clément, Dominique. *Canada's Rights Revolution: Social Movements and Social Change, 1937-82*. Vancouver: UBC Press. 2014.

Coates, Ken S., Morten Asfeldt, Bob Henderson. *The Dundurn Arctic Culture and Sovereignty Library: Pike's Portage/Death Wins in the Arctic/Arctic Naturalist/Arctic Obsession/Arctic Twilight/Arctic Front/Canoeing North into the Unknown/Arctic Revolution/in the Shadow of the Pole/Voices from the Odeyak*. Toronto: Dundurn. 2014.

Damrosch, Leo. *A Multifaceted History of Britain during the Napoleonic Wars*. International Herald Tribune. 2015.

De Giuli, J. *Des cultures stratégiques*. Strategic cultures Inflexions, 11(2). 2009. Pages 123-136.

Department of Defence. *The defence of Australia 1987*. Canberra: Australian Government Publishing Service. 1987.

Desch, Michael C. *Civilian Control of the Military: The Changing Security Environment*. Baltimore: Johns Hopkins University Press. 1999.

Desch, Michael C. *Cult of the Irrelevant: The Waning Influence of Social Science on National Security*. Vol. 160. Princeton, N.J; Oxford: Princeton University Press. 2019.

Desch, Michael C. *Power and Military Effectiveness: The Fallacy of Democratic Triumphalism*. Baltimore: Johns Hopkins University Press. 2008.

Deschaux-Dutard, Delphine. *Chapitre 3. La Perspective Constructiviste : Le Rôle Des Idées Dans L'analyse De La Sécurité Internationale*. FONTAINE: Presses universitaires de Grenoble. 2018.

Dewitt, David B. and Jeffrey P. Plante. *National Defence Vs. Foreign Affairs: Culture Clash in Canada's International Security Policy?* International Journal (Toronto) 59 (3). 2004. Pages 579-595.

Donnini, Frank P. and Air University (U.S.). Press. *ANZUS in Revision: Changing Defense Features of Australia and New Zealand in the Mid-1980s*. Maxwell Air Force Base, Ala: Air University Press. 1991.

Doran, Charles F. *Why Canadian Unity Matters and Why Americans Care: Democratic Pluralism at Risk*, edited by Thomas Robbins. Toronto: University of Toronto Press. 2000.

Driedger, Michael, Don Munton, and Canadian Institute for International Peace and Security. *Security, Arms Control and Defence : Public Attitudes in Canada*. Vol. 1989. Ottawa: Canadian Institute for International Peace and Security. 1989.

Drolet, Mike. *Coronavirus: COVID-19 and the Canadian economy, one year later*. Global News Economy. 10 March 2021. https://globalnews.ca/news/7685042/coronavirus-canadian-economy-one-year-later/

Dupont, Alan. *Australia's threat perceptions: a search for security*. Canberra Papers on Strategy and Defence No. 82 Canberra: Strategic and Defence Studies Centre, Australian National University. 1991. Page 10-11.

Eayrs, James. *In Defence of Canada: Appeasement and Rearmament*. Vol. 2. Toronto: University of Toronto Press. 1965.

Edström, Håkan and Jacob Westberg. *The Defense Strategies of Middle Powers: Competing for Security, Influence and Status in an Era of Unipolar Demise*. Comparative Strategy 39 (2). 2020. Pages 171-190.

Efremova, Ksenia A. *Small States in Great Power Politics: Understanding the "Buffer Effect"*. Central European Journal of International & Security Studies 13 (1). 2019.

El-Wakil, Alice and Spencer McKay. *Introduction to the Special Issue "Beyond 'Direct Democracy": Popular Vote Processes in Democratic Systems*. Representation (McDougall Trust) 56 (4). 2020. Pages 435-447.

English, Allan D. *Understanding Military Culture: A Canadian Perspective*. Montreal: McGill-Queen's University Press. 2004.

Enstad, Kjetil and Paula Holmes-Eber. *Introduction: Culture and the Military.* In, 1-8. Cham: Springer International Publishing. 2020.

Enstad, Kjetil and Paula Holmes-Eber. *Warriors Or Peacekeepers?: Building Military Cultural Competence*. Cham: Springer International Publishing AG. 2020.

Fergusen, Charles. *No end in sight*. Documentaire. 2007. 102 min.

Fetterly, Ross. *Funding Defence for the Age of Accelerations*. Canadian Global Affairs Institute. 2019.

Fillion, Gérald. *Économie : La Chine, Géant De L'Économie Mondiale, Retour Sur Le Conflit Commercial Avec Les États-Unis*. Le Téléjournal. Toronto, Canada Toronto, Toronto: Canadian Broadcasting Corporation. 2019.

Fitzsimmons, Scott, Allan Craigie, and Marc André Bodet. *Canadian Public Opinion about the Military: Assessing the Influences on Attitudes Toward Defence Spending and Participation in Overseas Combat Operations*. Canadian Journal of Political Science 47 (3). 2014. Pages 503-518.

Foster, Kevin. *Don'T Mention the War: The Australian Defence Force, the Media and the Afghan Conflict*. Clayton, Victoria: Monash University Publishing. 2013.

Foster, Kevin and Jason Pallant. *Familiarity Breeds Contempt?: What the Australian Defence Force Thinks of its Coverage in the Australian Media, and Why*. Media International Australia Incorporating Culture & Policy (148). 2013. Pages 22-38.

Geertz, Clifford. *The Interpretation of Cultures: Selected Essays*. New York: BasicBooks. 2000.

Ghazalian, Pascal L. and W. Hartley Furtan. *CUSFTA Effects: A Joint Consideration of Trade and Multinational Activities*. The Journal of International Trade & Economic Development 18 (4). 2009. Pages 487-504.

Goette, Lorenz and David Huffman. *Affect and the Motivational Foundations of Social Capital*. Review of General Psychology 11 (2). 2007. Pages 142-154.

Goette, Richard Evan. *Sovereignty and Command in Canada-US Continental Air Defence, 1940-57*. Vancouver; Toronto: UBC Press. 2018.

Goodale, Ralph. *2017 Public Report on the Terrorist Threat to Canada*. Public Safety Canada. 2017.

Gouvernement du Canada. *Guerre des Boers, 1899-1902 – Dossiers de services, médailles et demandes de terres*. Bibliothèque et archives Canada.

Gouvernement of Canada. *Canada & The South Africain War, 1899-1902*. Canadian War Museum. https://www.warmuseum.ca/cwm/exhibitions/boer/boerwarhistory_e.html

Gouvernement of Canada. "North American Aerospace Defense Command (NORAD)". DND. 11 Mar 2021. https://www.canada.ca/en/department-national-defence/corporate/reports-publications/transition-materials/caf-operations-activities/2020/03/caf-ops-activities/norad.html

Gouvernement du Canada. *Navires de patrouille extracôtier et de l'Arctique*. Politique de la défense Protection, Sécurité, Engagement. https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/approvisionnement/navires-patrouille-extracotier-Arctique.html

Gouvernement du Canada. *Protection, Sécurité, Engagement*. https://www.canada.ca/en/department-national-defence/corporate/policies-standards/canada-defence-policy.html

Greenfield, Charlottte. *New Zealand to buy Boeing P-8 patrol planes to boost South Pacific surveillance*. Reuters. Aerospace and defense. 18 July 2018.

Greener, B. K. and Peter Greener. *Capable for what? New Zealand's 2019 Defence Capability Plan*. Barton: Newstex. 2019.

Greener, Peter. *Timing is everything: The Politics and Processes of New Zealand Defence Acquisition Decision Making (Volume 173.0)*. Vol. 173. Canberra: ANU Press. 2009.

Grevatt, Jon. *New Zealand Outlines Defence Procurement Priorities*. Jane's Defence Weekly 54 (3). 2016.

Gyngell, Allan and Michael Wesley. *Making Australian Foreign Policy*. Cambridge: Cambridge University Press. 2003.

Haglund, David G. *What Good is Strategic Culture? A Modest Defence of an Immodest Concept.* International Journal (Toronto) 59 (3). 2004. Pages 479-502.

Haglund, David G. and Justin Massie. *Southern (Over) Exposure? Quebec and the Evolution of Canada's Grand Strategy, 2002-2012*. The American Review of Canadian Studies 46 (2). 2016. Pages 233-253.

Head, Michael, Scott Mann. *Domestic Deployment of the Armed Forces: Military Powers, Law and Human Rights*. Farnham, Surrey, England; Burlington, VT: Ashgate Pub. 2013.

Hillmer, Norman and J. L. Granatstein. *Empire to Umpire: Canada and the World into the 21st Century*. 2nd ed. Toronto: Thomson Nelson. 2008.

Hillmer, Norman and J. L. Granatstein. *Empire to Umpire: Canada and the World to the 1990s.* Mississauga, Ont: Copp Clark Longman. 1994.

Horn, Bernd. *The Canadian Way of War: Serving the National Interest*. Toronto: Dundurn Press. 2006.

Hubert, Don, Lloyd Axworthy, and Robert Grant McRae. *Human Security and the New Diplomacy: Protecting People, Promoting Peace*, edited by ROB MCRAE, DON HUBERT. Montreal: McGill-Queen's University Press. 2000.

Humpage, Louise. *A Common Sense of the Times? Neo-liberalism and Changing Public Opinion in New Zealand and the UK*. Social Policy & Administration 50 (1). 2016. Pages 79-98.

Ibbitson, John. *Under Biden, NORAD Will Likely be Modernized - with Or without a Canadian Commitment; OPINION*. Globe and Mail, A3. 2020.

Institute of Southeast Asian Studies, New Zealand. High Commission (Singapore), and Asia New Zealand Foundation. *Southeast Asia - New Zealand Dialogue: Towards a Closer Partnership*. Singapore: Institute of Southeast Asian Studies. 2004.

Jedwab, Jack. *Counterterrorism and Identities: Canadian Viewpoints*. Westmount, QC: Linda Leith Publishing. 2015.

Johnston, Alastair Iain. *Thinking about Strategic Culture*. International Security 19 (4). 1995. Pages 32-64.

Juneau, Thomas, Philippe Lagassé, Srdjan Vucetic, Palgrave Macmillan (Firm), Springer, and Springer Link. *Canadian Defence Policy in Theory and Practice*. Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan. 2019.

Juneau, Thomas, Philippe Lagassé, Srdjan Vucetic, Springer ebook, Palgrave Macmillan (Firm), and Springer Link. *Canadian Defence Policy in Theory and Practice*. Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan. 2019.

Kawasaki, Tsuyoshi. *Where does Canada Fit in the US–China Strategic Competition Across the Pacific?* International Journal (Toronto) 71 (2). 2016. Pages 214-230.

Kenyon, Andrew T. *Six Years of Australian Uniform Defamation Law: Damages, Opinion and Defence Meanings*. University of New South Wales Law Journal 35 (1). 2012. Pages 31-69.

Kimball, Anessa L. *Examining Informal Defence and Security Arrangements' Legalization: Canada–US Agreements, 1955–2005*. International Journal (Toronto) 72 (3). 2017. Pages 380-400.

Kirton, John. *Vulnerable America, Capable Canada: Convergent Leadership for an Interconnected World*. Canadian Foreign Policy Journal 18 (1). 2012. Pages 133-144.

Köllner, Patrick. *Australia and New Zealand Recalibrate their China Policies: Convergence and Divergence*. Pacific Review. 2019. Pages 1-32.

Lafontaine, Jonathan. *Rhétorique Géopolitique Au Service De La Politique Identitaire*. Institut de la Conférence des associations de la défense. 2018.

Lagassé, Philippe. *Canada, Strategic Defence, and Strategic Stability*. International Journal (Toronto) 63 (4). 2008. Pages 917-937.

Laurier, Fairmont Château. *Canada's Defence Perspectives 2020-2050* Mackenzie Institute. 2016.

Lee, H. P. *Emergency Powers in Australia*. Second ed. Cambridge: Cambridge University Press. 2018.

Loughlin, Suzanne. *Towards a Critical Discourse Analysis of New Zealand Security Policy in Afghanistan*. Kōtuitui 13 (2). 2018. Pages 271-284.

Luke, Leighton. *NEW ZEALAND'S DEFENCE POSTURE: A New Direction?* New Zealand International Review 34 (3). 2009. Pages 25-29.

Mansoor, Peter R. and Williamson Murray. *The Culture of Military Organizations*, edited by Peter R. Mansoor, Williamson Murray. Cambridge: Cambridge University Press. 2019.

Mapp, Wayne. *Defending New Zealand: A New Emphasis*. New Zealand Institute of International Affairs. New Zealand International Review 43 (5). 2018. Pages 14-17.

Mapp, Wayne. *In Defence of our Interests*. New Zealand International Review 35 (1). 2010. Pages 8-11.

Marquis, Mélanie. *Le premier minister Justin Trudeau bombe le torse face à la Chine, à la satisfaction de l'opposition conservatrice*. La Presse Politique. 23 mai 2019. https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2019-05-23/relations-canada-chine-ottawa-durcit-le-ton

Marshall, Alistair and Australian National University. Peace Research Centre. *Australian Public Opinion and Defence: Towards a New Perspective*. Vol. no. 092; no. 92. Canberra: Peace Research Centre. 1990.

Martín Ramírez, Jesús and Gracia Abad-Quintanal. *Cross-Cultural Dialogue as a Conflict Management Strategy*. Cham, Switzerland: Springer International Publishing. 2018.

Martin, Aaron, Keith Dowding, Andrew Hindmoor, and Andrew Gibbons. *The Opinion-Policy Link in Australia*. Australian Journal of Political Science 49 (3). 2014. Pages 499-517.

Martin, Pierre. *All Quebec's Fault, again? Quebec Public Opinion and Canada's Rejection of Missile Defence*. Policy Options 26 (4): 44. 2005.

Massie, Justin. *Canada's War for Prestige in Afghanistan: A Realist Paradox?* International Journal (Toronto) 68 (2). 2013. Pages 274-288.

Massie, Justin. *Making Sense of Canada's "Irrational" International Security Policy: A Tale of Three Strategic Cultures*. International Journal (Toronto) 64 (3). 2009. Pages 625-645.

Massot, Pascale. *Global Order, US–China Relations, and Chinese Behaviour: The Ground is Shifting, Canada must Adjust*. International Journal (Toronto) 74 (4). 2019. Pages 600-611.

Massot, Pascale. *La clause Chine de l'AEUMC n'est pas un veto*. Centre d'études en politiques internationales (CEPI). 18 Octobre 2018. https://www.cepi-cips.ca/2018/10/18/china-clause-in-usmca-is-american-posturing-not-a-veto/

Mastny, V. *Australia and New Zealand from Alliance to Realignment*. The Chinese Journal of International Politics 8 (4): 389-425. 2015.

McAllister, Ian, Brendan McRandle, Vanessa Lai, and Australian Strategic Policy Institute. *Representative Views: Mass and Elite Opinion on Australian Security*. Barton, ACT: Australian Strategic Policy Institute. 2005.

McCraw, David. *Change and Continuity in Strategic Culture: The Cases of Australia and New Zealand*. Australian Journal of International Affairs 65 (2). 2011. Pages 167-184.

McCullough, Colin. *Creating Canada's Peacekeeping Past*. Vancouver; Toronto: UBC Press. 2016.

McKercher, Asa. *A 'Half-Hearted Response'?: Canada and the Cuban Missile Crisis, 1962*. International History Review 33 (2). 2011. Pages 335-352.

Mearsheimer, John J. *A Realist Reply. International Security 20 (1).* 1995. *Pages 82*-93.

Meissel, Kane and Christine M. Rubie-Davies. *Cultural Invariance of Goal Orientation and Self-efficacy in New Zealand: Relations with Achievement*. British Journal of Educational Psychology 86 (1). 2016. Pages 92-111.

Messamore, Barbara J. *Diplomacy Or Duplicity? Lord Lisgar, John A. Macdonald, and the Treaty of Washington, 1871*. Journal of Imperial and Commonwealth History 32 (2). 2004. Pages 29-53.

Mik, Cezary. *The League of Nations' Capacity for Reform and Adaptation*. International Community Law Review 17 (2). 2015. Pages 189-215.

Miller, Charles A. and Army War College (U.S.). Strategic Studies Institute. *Endgame for the West in Afghanistan?: Explaining the Decline in Support for the War in Afghanistan in the United States, Great Britain, Canada, Australia, France and Germany*. Carlisle Barracks, PA: Strategic Studies Institute, U.S. Army War College. 2010.

Ministry of Defence, Wellington (MoD). *Strategic Defence Policy Statement 2018*. 2018. Page 7. https://www.defence.govt.nz/assets/Uploads/8958486b29/Strategic-Defence-Policy-Statement-2018.pdf

Ministry of Defence, Wellington (MoD). *NZ Defence White Paper 2016*. 2016. Page 31. https://www.defence.govt.nz/assets/Uploads/daac08133a/defence-white-paper-2016-2.pdf

Moens, Alexander. *Afghanistan and the Revolution in Canadian Foreign Policy*. International Journal (Toronto) 63 (3). 2008. Pages 569-586.

Moroney, Jennifer D. P., Rand Corporation, and Project Air Force, (U.S.). *Lessons from U.S. Allies in Security Cooperation with Third Countries: The Cases of Australia, France, and the United Kingdom*. Vol. TR-972. Santa Monica, CA: RAND. 2011.

Nadeau, Rosalie. *A Democratic Disconnect? Looking at Age, Period, and Cohort Effects in Support for Democracy*. ProQuest Dissertations Publishing. 2018.

NATO. *L'OTAN et la Libye*. Dossiers de l'OTAN. 4 Avril 2012. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_71652.htm

Nie, Wenjuan and Associate Professor at the International Relations Institute, China Foreign Affairs University, Beijing. *Xi Jinping's Foreign Policy Dilemma: One Belt, One Road Or the South China Sea*? Contemporary Southeast Asia 38 (3). 2016. Pages 422-444.

Nossal, Kim Richard. *Defending the Realm: Canadian Strategic Culture Revisited.* International Journal (Toronto) 59 (3). 2004. Pages 503-520.

Nossal, Kim Richard. "*Charlie Foxtrot: Fixing Defence Procurement in Canada"*. Toronto: A.J. Patrick BoyerBook. 2016.

Nossal, Kim Richard, Stéphane Roussel, and Stéphane Paquin. *The Politics of Canadian Foreign Policy*. 4th ed. Kingston, Ont; Montreal: School of Policy Studies, Queen's University. 2015.

NZ Ministry of Defence. *Defence Capability Plan 2019*. Publications 2019. https://www.defence.govt.nz/what-we-do/delivering-defence-capability/defence-capability-plan/

O'Hanlon, Michael E. *What the Pentagon's new report on China means for US Strategy – including on Taiwan*. Brookings/Order from Chaos. 4 September 2020.

https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/09/04/what-the-pentagons-new-report-on-china-means-for-u-s-strategy-including-on-taiwan/

ONU. *Maintenir la paix et la sécurité internationals*. https://www.un.org/fr/sections/what-we-do/maintain-international-peace-and-security/index.html

Otis, Gabriel, National Defence College of Canada, and Collège de la défense nationale du Canada. *Réalité Et Force Du Consensus Sur Les Questions De Défense Au Canada*. Kingston, Ont: Collège de la Défense nationale du Canada. 1989.

Page, Robert. *The Boer War and Canadian Imperialism* Canadian Historical Association. 1987.

Paget, Steven. *The New Zealand Defence Force's Expanding Amphibious Capability*. Barton: Newstex. 2020.

Patman, Robert G., Iati Iati, and Balazs Kiglics. *New Zealand and the World: Past, Present and Future*, edited by G. Patman Robert, Iati Iati and Kiglics Balazs. Hackensack, N.J: World Scientific. 2017.

Pelletier, Laura and Justin Massie. *Role Conflict: Canada's Withdrawal from Combat Operations Against ISIL*. International Journal (Toronto) 72 (3). 2017. Pages 298-317.

Pennington, Mark and Judith Bara. *Comparative Politics: Explaining Democratic Systems* Sage Publications. 2009.

Petry, François and Matthew Mendelsohn. *Public Opinion and Policy Making in Canada 1994-2001*. Canadian Journal of Political Science 37 (3): 505. 2004.

Preston, Richard A. *The Defence of the Undefended Border: Planning for War in North America, 1867-1939*. Montreal: McGill-Queen's University Press. 1977.

Pugliese, David. *Canada at a Crossroads*. Sea Power. (1971) 57 (10): 40. 2014.

Radio-Canada. *Les deux détenus canadiens en Chine n'ont pas été traduits en justice*. International. 10 décembre 2020. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1755959/chine-michael-kovrig-spavor-arrestation-accusation-justice

Rata, Elizabeth. *Knowledge and the Politics of Culture: An Example from New Zealand's Higher Education Policy and Practice*. Anthropological Theory 13 (4). 2013. Pages 329-346.

Raymond, Camille. *Penser la modernisation du NORAD*. Points chauds, Réseau d'analyse stratégique, 24 novembre 2020. https://ras-nsa.ca/fr/publication/penser-la-modernisation-du-norad/

Renuart, Victor E., JR. *The Enduring Value of NORAD*. Joint Force Quarterly: JFQ (54): 92-96. 2009.

Rioux, Jean-Sébastien. *Two Solitudes: Quebecers' Attitudes regarding Canadian Security and Defence Policy*. Canadian Defence and Foreign Affairs Institute. 2005.

Robertson, Colin. *Positioning Canada in a Messy World*. Canadian Global Affairs Institute. 2019.

Rolls, Mark G. *Opposites Attract? India-New Zealand Relations in the Contemporary Indo-Pacific*. Political Science 68 (1): 2016a. Pages 78-95.

Romalis, John. *NAFTA's and CUSFTA's Impact on International Trade*. The Review of Economics and Statistics 89 (3): 2007. Pages 416-435.

Rose, Gideon. *Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy*. World Politics 51 (1): 1998. Pages 144-172.

Sanger, David and McCabe,David. *Huaweii is winning the argument in Europe, as the US fumbles to develop alternatives*. The NewYork Times. 14 July 2020. https://www.nytimes.com/2020/02/17/us/politics/us-huawei-5g.html

Scott, Richard. *Parting Shot: New Zealand Military Sustainment Capability*. Jane's International Defence Review 49 (12). 2016.

Senate Standing Committee on National Security and Defence. *Military Underfunded: The walk must match the talk*. Ottawa. April 2017. https://sencanada.ca/content/sen/committee/421/SECD/reports/DEFENCE_DPR_FINAL_e.pdf

Sharma, Ashok. *New Zealand–India Relations: A Step Forward*. New Zealand International Review 42 (1): 2017. Pages 10-13.

Sachdeva, Sam. *NZ still plotting place in China's Belt and Road*. Stuff Business. 16 June 2020 https://www.stuff.co.nz/business/300036015/nz-still-plotting-place-in-chinas-belt-and-road

Sheftall, Mark David. 2009. *Altered Memories of the Great War: Divergent Narratives of Britain, Australia, New Zealand and Canada*. Vol. 14. London: I. B. Tauris.

Sherlock, Stephen. *Australia's Relations with China: What's the Problem?*. Parliament of Australia. Foreign Affairs, Defence and Trade Group. Current issues Brief 23. 1997. https://www.aph.gov.au/sitecore/content/Home/About_Parliament/Parliamentary_Departments/Parliamentary_Library/Publications_Archive/CIB/CIB9697/97cib23

Sinclair, Paul. *New Zealand's Defence Relations with Asean*. New Zealand International Review 40 (4): 2015. Pages 6-9.

Sondhaus, Lawrence. *Strategic Culture and Ways of War*. London; New York: Routledge. 2006.

Soroka, Stuart N. and Christopher Wlezien. *Opinion Representation and Policy Feedback: Canada in Comparative Perspective*. Canadian Journal of Political Science 37 (3): 2004. Pages 531-559.

Stacey, C.P. *Canada and the Age of Conflict: A History of Canadian External Policies*. Toronto; Buffalo: University of Toronto Press. 1984.

Stone, J. Craig. *Implementing the Defence Procurement Strategy* Canadian Global Affairs Institute. 2016.

Strickland, Tod. *From the Boers to the Taliban: How Canadian Attitudes Towards War have Changed* National Defence and the Canadian Forces. 2011.

Thakur, Ramesh Chandra and Jack (Historian) Cunningham. *Australia, Canada, and Iraq: Perspectives on an Invasion*, edited by Ramesh Thakur, Jack Cunningham. Toronto: Dundurn. 2015.

The economist. *America's war on Huawei nears its endgame*. 16 July 2020. https://www.economist.com/briefing/2020/07/16/americas-war-on-huawei-nears-its-endgame

Trevett, Claire. *OPINION: New Zealand Brought New Perspective to UN Security Council but no Major Breakthrough*. Pacnews. 2016.

Trood, Russell. 1994. *Crises and Commitments: The Politics and Diplomacy of Australia's Involvement in Southeast Asian Conflicts, 1948-1965*. Vol. 70 Cambridge University Press.

Trudgen, Matthew. *The Key to the Canada-United States Relationship: Homeland and Continental Defence in American Strategic Culture*. Canadian Foreign Policy Journal 22 (2) 2016. Pages 184-198.

Van Hartesveldt, Fred R. *The Boer War: Historiography and Annotated Bibliography*. Vol. no. 24. Westport, Conn: Greenwood Press. 2000.

Veatch, Richard. *Le Canada et la Société des Nations*. L'encyclopédie canadienne. 7 février 2006. https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/societe-des-nations

Venard, B. *La montée en puissance de la Chine et la logique de la stratégie*. Management, 16(4). 2013. Pages 515-522.

Waite, PB. *Confederation*. The Canadian encyclopedia. 22 September 2013. https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/confederation

Warin, T., & d'Amours, L. *La quatrième révolution industrielle – La montée en puissance de la Chine*. *Gestion (HEC Montréal)*, *43*(4). 2018. Pages 86-89.

Washington, Sally and Michael Mintrom. *Strengthening Policy Capability: New Zealand's Policy Project*. *Policy Design and Practice* 1 (1). 2018. Pages 30-46.

Zehfuss, Maja. *Constructivism in International Relations: The Politics of Reality*. Vol. 83; 83. Cambridge: Cambridge University Press. 2002.